

## Les stratégies étatiques de recherche de suprématie informationnelle au niveau international : le cas du Royaume Uni

Ce début de XXIème siècle, en proie à de profondes mutations, à commencer par la mondialisation, est qualifié par Joseph Nye comme « l'époque de l'Influence ». L'influence culturelle, politique, économique s'est progressivement imposée comme la pierre angulaire des rapports entre Etats et comme une arme au service de conflits émergents. L'un des enjeux majeurs de la domination dans un monde post-Guerre froide, désormais multipolaire, est donc la maîtrise des canaux d'influence et de l'Information.

Or, la multiplication des outils de *soft power* (réseaux sociaux, Internet, etc.) et leur efficacité prouvée dans la manipulation de l'opinion publique internationale, donne aux puissances régionales naissantes la possibilité de challenger l'hégémonie américano-occidentale. Cette scène internationale dématérialisée et sans frontière qu'est le cyberspace représente une sorte de tiers-lieu 2.0, un catalyseur de cette mutation des rapports de force entre puissances. Dans ce contexte, comment la première « soft puissance » du monde parvient-elle à capitaliser sur ses atouts pour développer et conserver une suprématie informationnelle à la fois sur ses concurrents et ses partenaires ? En effet, la tentative par le Royaume-Uni d'obtenir une emprise sur ses alliés ou ses adversaires en les rendant dépendants, assujettis ou soumis à un processus de domination cognitive, ne serait-elle pas l'Histoire d'une lente transformation de la puissance britannique ?

### 1. Panorama général des outils de puissance informationnelle du Royaume-Uni

Le Royaume-Uni est considéré aujourd'hui comme le champion du *soft power*, et cela depuis plusieurs siècles. En effet, l'Etat capitalise encore sur son histoire coloniale, son héritage culturel et politique, et possède aujourd'hui une influence importante à travers le monde. Le magazine britannique *The Economist* classe, sans surprise, son propre pays, comme étant la première puissance mondiale sur le plan du *Soft Power*.<sup>1</sup>

Le *soft power* se définit ainsi, comme « la capacité d'un Etat à obtenir ce qu'il souhaite de la part d'un autre Etat sans que celui-ci n'en soit même conscient <sup>2</sup> ». Il est pour Claude Revel, l'expression même de l'influence des États, permettant à ceux-ci de « contribuer à formater cet environnement, par les règles, les normes, les discours, l'image. <sup>3</sup> »

L'empire britannique, arrivé tardivement dans la course à la colonisation, bâtit ses fondations sur le commerce<sup>4</sup>. L'empire mena une guerre navale féroce contre les espagnols. L'enjeu de cette guerre fût la conquête de nouveaux territoires pour la couronne britannique, mais aussi l'instauration d'une suprématie maritime tenante des routes maritimes du commerce mondial. En effet, la maîtrise de celles-ci a permis aux britanniques de diffuser leur culture

---

<sup>1</sup> GIODEFRIIDI Thierry, « La Grande-Bretagne championne du soft power », Contrepoints, 25 juillet 2019.

<sup>2</sup> NYE Joseph, *Soft Power: "The Means to Success in World Politics"*, Public Affairs, 2004, p. 5.

<sup>3</sup> FIORINA Jean-François, REVEL Claude, « Géopolitique du Smart power », Clés, 16 juillet 2012.

<sup>4</sup> BEYRAND Pierre-Olivier, BIELLI. Gauthier, DAMBAZIKI Franck, DE PONTALBA Pierre. MF. LUCET Aristide, PIQUET Thibaud, « L'influence culturelle britannique dans le monde », Ecole de Guerre Economique, 2018.

mercantiliste. En témoigne la colonisation des Indes par la *Compagnie Britannique des Indes orientales* (1600-1858) dont pourtant la vocation initiale était d'importer des matières premières et de trouver des nouveaux débouchés. La compagnie fut rapidement dotée de capacités dépassant celles du commerce, telles que la conquête de territoires nouveaux, de battre la monnaie, ou encore le commandement militaire.

Enfin, l'influence coloniale britannique repose sur le libéralisme économique et politique et sur le progrès technique né de la révolution industrielle anglaise.

Le soft power britannique bâti depuis l'ère victorienne est aujourd'hui encore un vecteur d'influence culturelle économique, mais aussi informationnelle pour le pays. Cette influence s'exprime toujours à travers :

- L'hégémonie linguistique : la diffusion de la langue anglaise a été permise par la colonisation britannique, perpétuée aujourd'hui par le Commonwealth et les Etats-Unis, première puissance mondiale. Aujourd'hui plus d'un milliard de personnes parlent anglais dans le monde et des pans entiers de l'économie mondiale ne connaissent qu'une seule langue : l'anglais. De l'informatique au monde de l'internet en passant par l'édition scientifique, tout professionnel souhaitant acquérir ou conserver une certaine crédibilité est contraint de publier en anglais.
- Les arts : la littérature anglaise (de Shakespeare à Kipling en passant par Orwell et J.K Rowling) et tous les styles de littérature – romantique, utopique, fantastique...– véhiculent le système de pensée libéral anglais, que celui-ci soit économique, politique ou éducatif. A noter la capacité des anglais à voir adapter leurs œuvres par le cinéma hollywoodien américain, traduisant ainsi leur faculté à utiliser la puissance cinématographique américaine pour diffuser les valeurs britanniques. Le *British Council* en ce sens utilise toujours l'approche civilisationnelle dans ses podcasts en ligne à destination des populations étrangères. Ces podcasts sont l'occasion d'organiser de manière indirecte entre l'écouter et le British Council, et sous couvert de formation à distance et en différée en langue et civilisation anglaise, un débat d'idée véhiculant les valeurs britanniques.
- L'héritage scientifique et technique est issu de la révolution industrielle, elle donne encore aux Britanniques grâce à leurs inventions (la machine à vapeur, le train, ou encore le télégraphe...) une reconnaissance internationale pour ses universités et laboratoires de recherches valorisés par un système américano-britannique d'édition scientifique.
- L'héritage politique et économique: les penseurs britanniques ont façonné toutes les démocraties occidentales. Ainsi Adam Smith et Ricardo, pères des théories du libre-échange, continuent aujourd'hui d'être la base des systèmes économiques américains, allemands... Il en est de même avec les théoriciens de la pensée politique moderne Hobbes et Locke, dont les théories du contrat social, sont encore présents dans les discours des hommes politiques d'aujourd'hui. Par ailleurs le système parlementaire britannique est l'un des principaux modèles de démocratie présents dans le monde.
- Le Commonwealth fut un fantastique support d'expression du soft power dans ses

débuts, tout en étant celui de la suprématie informationnelle d'aujourd'hui. En effet, disposant d'un réseau diplomatique mondial dont le siège est à Londres et dirigé par la Reine, il regroupe les anciennes colonies britanniques (et donc certaines des économies les plus dynamiques, du monde). Le Commonwealth relie le Royaume-Uni aux marchés asiatiques et africains. En effet, cette structure a permis dès le processus de décolonisation amorcée, de conserver les liens économiques et culturels avec les anciennes colonies, déjà connectées par une même langue. Celui-ci jouit depuis des siècles d'une image « *d'une diversité qui refléterait des valeurs internationalistes et humanistes anglaise* »<sup>5</sup>. « *Le Commonwealth fut identifié par la Chambre des lords en 2014 comme un des instruments clés du soft power britannique* »<sup>6</sup>.

En effet, celui-ci est une source d'influence et de vecteur des valeurs britanniques, via les flux de migrations qu'il organise en son sein grâce aux bourses d'études qu'il attribue, au plus grand réseau d'université du monde qu'il représente, et aux facilités de mobilités professionnelles qu'il octroie. 10% du commerce extérieur du Royaume-Uni, sont réalisés avec les membres du Commonwealth, alors que celui-ci n'organise aucun marché commun (même s'il le facilite).

Le Commonwealth est notamment un vecteur redoutable de la diplomatie publique anglaise, elle-même terreau fertile de la suprématie informationnelle britannique. D'autant que si les médias internationaux de la couronne étaient historiquement dirigés vers les populations de l'Empire, très rapidement la cible médiatique s'est largement étendue en fonction des intérêts stratégiques du Royaume-Uni.

## **2. La diplomatie publique et médiatique britannique, premier terrain d'expression de la suprématie informationnelle du pays**

A partir des années 1930, les États déploient de vraies politiques de communication en dehors de leurs frontières. L'enjeu est de créer un lien continu avec les peuples expatriés dans les territoires en dehors des métropoles. En 1932 furent créés le Poste Colonial dans l'Empire colonial Français et l'Empire Service<sup>7</sup> pour les territoires de l'Empire britannique.

La BBC émet historiquement vers les pays du Commonwealth, et selon les périodes et enjeux ouvrent et ferment des antennes vers certaines régions du monde. En 2006, le média fermait ses ondes en croate, polonais, grec... à cette époque, les conflits s'étaient depuis bien longtemps déplacés vers d'autres zones du monde que celles de l'Europe centrale. La BBC World ouvrira d'ailleurs dès 2008, à l'ère post-11 septembre 2001, une chaîne de télévision en arabe, puis dès 2009 une chaîne en farsi, puis en pachtou.

C'est aussi d'ailleurs à cette époque que les Etats-Unis, l'Allemagne, la Russie, la Chine ciblent eux aussi médiatiquement les pays arabophones et d'Asie centrale. L'enjeu est de diffuser leurs valeurs politiques, à une époque où la « démocratie » vaut bien une guerre militaire, en témoigne l'opération américaine « Iraq Freedom »<sup>8</sup>.

---

<sup>5</sup> TORRENT Mélanie, « Le Commonwealth et l'influence britannique dans le monde : risques et défi », Outre-Terre, 2016, n°49, p. 338 à 361.

<sup>6</sup> Ibid.

<sup>7</sup> GILLESPIE Marie, WEBB Alban, *Diasporas and Diplomacy: Cosmopolitan contact zones at the BBC World Service 1932-2012*, ESRC, 2013.

<sup>8</sup> BOCK-CÔTÉ Mathieu, « Guerre d'Irak : la faillite du fondamentalisme démocratique des Etats-Unis », LE Figaro, 11 juillet 2016.

Les médias internationaux et les médias à rayonnement international anglais convergent vers la définition d'une suprématie informationnelle britannique. Ils façonnent la société mondiale de l'information. Les médias britanniques sont en outre « *un instrument de diplomatie publique* »<sup>9</sup>, jouissant d'une incroyable crédibilité et d'un pouvoir notable sur la formation des opinions étrangères. En effet, Tony Blair a fait de « *l'Etat, l'acteur essentiel du modèle britannique de la société de l'information*<sup>10</sup>. » Au Royaume-Uni, la notion de « diplomatie publique » a été développée par les rapports Wilton en 2006<sup>11</sup>, puis le rapport de lord Carter of Coles en 2005.

Pour mémoire, les médias internationaux se différencient des médias à rayonnement international par :

- Un financement via leurs États de tutelle (majoritaire ou non, comme c'est le cas pour la BBC World) ;
- Un lectorat étranger.

Il s'agit là de deux caractéristiques qui font des médias internationaux des éléments de diplomatie publique vers des populations étrangères.

Pour Edmund Gullion, le terme de diplomatie publique<sup>12</sup> relève « *d'une action politique permettant d'influencer les attitudes des publics, via les médias plutôt que les diplomates, couplée à une aide à la circulation de l'information* » d'États libres, occidentaux et démocratiques vers des peuples ne pouvant jouir de la liberté de la presse<sup>13</sup>.

La ligne éditoriale produite par les journalistes confère une apparence d'impartialité comparativement aux éléments de langage des diplomates. Il s'agit pour les médias internationaux de trouver un juste milieu, entre une ligne éditoriale satisfaisante pour les actionnaires étatiques, mais suffisamment indépendante pour satisfaire les lecteurs du monde entier. Pour Cyril Blet, les médias internationaux sont de véritables « *émissaires de valeurs d'un pays* », et donc par extension d'influence nationale. L'auteur va plus loin en explicitant que « *les médias internationaux participent à l'exposition de thématiques propres à la politique étrangère de l'État les finançant* ». C'est pourquoi la BBC world a une approche très « civilisationnelle » et promotionnelle des valeurs anglo-saxonnes dans son contenu éditorial. L'enjeu est donc de former les opinions publiques internationales et de gagner leur confiance.

---

<sup>9</sup> BLET Cyril, « Les médias, un instrument de diplomatie publique ? » Revue internationale et stratégique 2010/2 (n° 78), pages 119 à 126.

<sup>10</sup> COURONNE-GEARY Lise-Marie, « Le modèle de la société de l'information au Royaume-Uni et en Écosse, Entre centralisation et autonomie régionale », p. 189-208, 2007.

<sup>11</sup> PARK Wilton, « the Future of Public Diplomacy », report on the Wilton Park Conference, WP 842, 1-3, 2007; VINTER Louise et KNOX David, Measuring the Impact of Public Diplomacy: Can It Be Done ?, Engagement: Public Diplomacy in a Globalized World, Foreign and Commonwealth Office, 2008.

<sup>12</sup> Pour rappel, la diplomatie classique se définit comme un rapport politique qui se mène de gouvernement à gouvernement. La diplomatie publique quant à elle met en relation des journalistes nationaux financés et travaillant en lien avec le gouvernement à une population étrangère ciblée. Enfin il sera abordé plus bas dans le développement la notion de diplomatie parallèle qui lie des personnalités influentes nationales à d'autres personnalités influentes étrangères. L'action des trois sortes de diplomaties est mué in fine par les stratégies étatiques des relations internationales.

<sup>13</sup> HUYGHUES François-Bernard, « Diplomatie publique le retour », Huyghues.fr, 14 septembre 2016.

*La constellation BBC, un maillage international multi-vectoriel : BBC World Services, BBC World News et BBC Online*

Organisme public d'information – statutairement équivalant à une autorité administrative française – diffusant à la fois à radio et à la télévision, la British Broadcasting Corporation (BBC) fût créé en 1927. Au fil des évolutions technologiques, le média se diversifie pour devenir aujourd'hui, entre autres, un média numérique qui produit, vend et exporte du contenu informationnel. La BBC rend compte au Parlement qui approuve, ou non, par vote, les chartes royales la concernant. En effet, depuis 2017, le média dépend du Parlement et non plus de la Reine, quant à la nomination de son conseil d'administration.

La BBC jouit d'une excellente réputation à travers le monde en matière d'indépendance éditoriale. Le rattachement à la Reine de sa gouvernance (jusqu'en 2017) et son code de déontologie journalistique très détaillé<sup>14</sup> étaient jusqu'à peu, les deux composantes principales de cette cote de confiance internationale. Dès les années 1920, le premier directeur général de la BBC, John Reith, dicte une ligne de conduite ferme, prémices d'un code de déontologie et d'éthique qui fait de la mise en œuvre d'un service public de l'information l'essence même de la BBC, et qui fera d'elle une institution médiatique prestigieuse et appréciée. C'est pourquoi en 1945, Frank Gillard, journaliste à la BBC, dans un rapport radiophonique diffusé en 1945<sup>1516</sup> admettait que « *Nous (les anglais) écoutons la BBC et nous faisons confiance à la BBC car elle relate toujours la vérité* ». La phrase fait écho à la réputation des journaux américains, que l'on dit prompts à soutenir la propagande étasunienne. Pourtant, ce souci de transparence et de vérité de l'information serait le signe pour certains chercheurs de l'instrumentalisation d'une propagande qui ne dit pas son nom. Une propagande<sup>17</sup> aussi efficace que discrète, qui revêtait d'ores-et-déjà les codes d'une certaine suprématie informationnelle britannique sur son propre territoire.

En outre, grâce à sa filiale, la BBC World Service (BBC WS ou BBC world), la chaîne publique est présente à travers le monde. Traduite en 29 langues, la chaîne est aussi suivie par 208 millions<sup>18</sup> de personnes. Ces chiffres font de la BBC le plus grand média de diffusion au monde. Depuis 2014, la BBC WS est financée pour partie par le ministère des Affaires Étrangères britannique et pour partie par la redevance.

La BBC WS jouit de la même image d'indépendance que sa maison mère la BBC. Les journalistes du Monde parlant même « *d'une image quasi-mythique à travers le monde* » et qualifiant le média de « *joyaux de la couronne* »<sup>19</sup>. En effet, la charte royale<sup>20</sup> de la BBC World Service - qui fixe notamment ses principes directeurs, ses objectifs et assoit son fondement constitutionnel, enjoint le média à « *maintenir de hauts standards en matière d'intégrité*

---

<sup>14</sup> Les valeurs journalistiques promues par la BBC sont : vérité et exactitude, impartialité, indépendance, intérêt public, responsabilité à l'égard du public. Ces valeurs sont rappelées très souvent par le média et enseignées au sein de leur centre de formation.

<sup>15</sup> HUDSON Miles et STANIER John, *War and the Media*, Stroud, Sutton, 1997, p. 69.

<sup>16</sup> DICKASON Renée, *La BBC, imperméable à la propagande ? De la guerre des Malouines aux guerres du Moyen-Orient*, Dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2003/4, n°80, p.71.

<sup>17</sup> Au sujet des liens entre propagande et suprématie informationnelle, cf.infra paragraphe cas n°5.

<sup>18</sup> BBC's combined global audience revealed at 308 million, Bbc.co, 21 mai 2005.

<sup>19</sup> ALBERT Eric, *Le Réveil de la BBC World*, Le Monde, 18 novembre 2016.

<sup>20</sup> La charte royale constitue pour la BBC WS une sorte de cahier des charges, elle est révisée tous les 10 ans.

*éditoriale, de contenu et de qualité dans sa couverture des actualités internationales à destination des audiences étrangères* »<sup>21</sup>. En effet, si le gouvernement fixe la politique de développement du média, comme les lieux de diffusions et les langues utilisées, la BBC conserve théoriquement son indépendance éditoriale. Néanmoins, ces choix suivent les conjonctures de la géopolitique mondiale et des intérêts britanniques.

C'est pourquoi en 2005, bien des années après la fin de la Guerre froide, la majeure partie des contenus diffusés dans les langues d'Europe centrale ou de l'Est sont arrêtés, de même pour les langues européennes (le service roumain a disparu en 2009). A l'inverse de nouvelles langues et zones de diffusion s'ouvrent, notamment en Asie (Chinois, Coréen du Nord), ainsi que dans le monde arabe et persan<sup>22</sup>. Pour faciliter l'implantation dans certaines zones méfiantes à l'égard de la présence occidentale, la BBC a lancé des antennes de télévision transnationale. Une première chaîne d'information en continue, BBC Arabic TV a vu le jour en mars 2008<sup>23</sup>. Le média conçoit et vend aussi des programmes à des radios « partenaires » étrangères. Ainsi, les radios du réseau NPR, le service public américain, reprennent les bulletins d'informations internationaux de la BBC. En Afrique, le développement de radios FM locales permet à BBC WS d'accroître encore sa couverture malgré une concurrence féroce des chaînes internationales sur ce territoire<sup>24</sup>.

Sur son territoire intérieur la BBC ne connaît pas de réelle concurrence (même si sa légitimité est régulièrement contestée par une partie de la classe politique et ses concurrents). En revanche, la BBC WS, à l'écart du marché domestique, se voit de plus en plus remise en cause dans son hégémonie informationnelle internationale. Actuellement, le positionnement de la BBC en Afrique reste complexe à appréhender. En effet, depuis 2010, il ne reste plus qu'un service en direction de l'Afrique francophone (conurrencé majoritairement par la présence de RFI), et pour le versant anglophone, la chaîne est mise en difficulté par les investissements chinois dans son médias CCTV. Aujourd'hui, les dernières réformes de la BBC WS – gouvernance et financement - apparaissent comme la traduction de la volonté du politique de se réapproprié cet outil de diplomatie publique, qui n'est autre que l'expression cachée de la suprématie informationnelle britannique, dans le champ médiatique. En effet, durant les années 2010, les européens se voient directement concurrencés sur leur propre territoire par des nouvelles puissances que sont la Chine (implantation de la CCTV en Afrique, faisant la promotion de la Chine Afrique) et la Russie (ouverture en langue anglaise, et diffusion sur le territoire national britannique de Russia Today et Spoutnik).

En 2015, face à ces menaces, le gouvernement anglais réagit par :

- Un rapprochement de la direction de la BBC et de la BBC WS est décidé, depuis cette date la direction est assurée par Francesca Unsworth. Jusqu'à présent maison-mère et fille étaient indépendantes l'une de l'autre.
- Une nouvelle forme de financement est actée, dès 2017, la BBC WS sera alimentée par la redevance audiovisuelle britannique et le ministère des affaires étrangères (Foreign and Commonwealth Office - FCO)
- Le gouvernement anglais affichait en 2015 dans la Revue stratégique de sécurité nationale et de défense, corollaire du livre blanc français, l'ambition « *d'atteindre 500 millions de personnes d'ici 2022. Le BBC World Service s'étend dans certains des endroits les plus reculés du monde, fournissant un lien vers le Royaume-Uni pour les*

---

<sup>21</sup> BLET Cyril, Op. Cit.

<sup>22</sup> EYGUESIER Jean-Luc, La BBC : le modèle anglais au rayonnement international, INA, 20 septembre 2010

<sup>23</sup> Ibid.

<sup>24</sup> Ibid.

*individus et les sociétés qui, autrement, n'auraient pas eu cette opportunité. (Le FCO et le gouvernement britannique) investirons 85 millions de livres sterling par an d'ici 2017-2018 dans les services numériques, télévisuels et radiophoniques de la BBC dans le monde entier afin de renforcer la portée mondiale du Service mondial et d'améliorer l'accès aux nouvelles et aux informations »<sup>25</sup>.*

Tableau des chaînes internationales diffusées hors du Royaume-Uni, produites et gérées par BBC Worldwide.

Chaîne	Type	Région
BBC World News	Chaîne d'information en continu	International
BBC America	Programmes de la BBC, coproductions de la BBC et d'autres chaînes britanniques	États-Unis
BBC Canada	Programmes de la BBC avec du contenu spécifique	Canada
BBC Kids	Enfants	Canada
BBC Lifestyle	Généraliste	Scandinavie, Pologne, Afrique du Sud, Moyen-Orient, Corée du Sud, Singapour
BBC Entertainment	Divertissements	Europe, Moyen-Orient, Asie
BBC UKTV	Divertissements	Australie, Nouvelle-Zélande
BBC First	Divertissements	Australie
BBC Knowledge	Généraliste, connaissances	Scandinavie, Brésil, Canada, Australie, Hong Kong, Singapour
BBC Persian	Généraliste, information	Iran, Afghanistan, Tadjikistan
BBC Arabic	Généraliste, information	Moyen-Orient, Maghreb
BBC Japan	Généraliste, information	Japon (ne diffuse plus)

Source : [https://fr.wikipedia.org/wiki/British\\_Broadcasting\\_Corporation#cite\\_ref-4](https://fr.wikipedia.org/wiki/British_Broadcasting_Corporation#cite_ref-4)

Les grands médias privés contribuent eux aussi, et parfois dans une plus grande mesure à la définition d'une suprématie informationnelle dans certains secteurs. C'est le cas de Reuters, The Economist et du Financial Time pour la presse spécialisée sur l'économie la bourse et la finance, Néanmoins ces organes de presse n'appartiennent plus à des anglais.

### Reuters

Fondée en 1851, l'agence Reuters est l'une des agences de presse généraliste les plus influentes du monde. L'agence emploie environ 2 500 journalistes sur 13 000 employés, répartis dans quelque 200 bureaux dans une centaine de pays, et son réseau de diffusion, en 23 langues, est unique au monde. Reuters appartient depuis août 2007 à la société Thomson-Reuters.

L'agence à l'origine a été créée en tant qu'Institut télégraphique, la même année où fut

<sup>25</sup> National Security Strategy and Strategic Defence and Security Review 2015, A Secure and Prosperous United Kingdom, 2015, P.49

construit le premier câble sous-marin reliant Londres et « le continent » européen, permettant ainsi les échanges d'informations entre Londres et Paris. Ainsi au fil des développements des câbles sous-marins par le gouvernement anglais, l'agence développe des agences régionales partout dans le monde à commencer par les dominions et colonies britanniques. C'est pourquoi d'après *la Revue des Médias de l'INA*, « l'agence parut longtemps intimement liée aux intérêts de l'empire britannique (...) sous la direction de Roderick Jones (1915-1941), l'agence fut un temps identifiée aux intérêts du gouvernement britannique (Jones accepta un poste ministériel pendant la guerre de 1914-1918) ».

Reuters, dès sa création fournit ainsi les cours des Bourses londoniennes et parisiennes, grâce à une invention qui lie les places de marchés à Reuters. L'agence fut la première à mettre en œuvre un système de flux d'information en continu<sup>26</sup>.

Dans les années 1960, Reuters fait le choix de se spécialiser dans l'information économique et financière. L'agence fut en situation de quasi-monopole jusque dans les années 90, date à laquelle elle dut se partager le marché avec l'américain Bloomberg. Aujourd'hui, elles se partagent près de 70% du marché<sup>27</sup>. Fonctionnant 24 heures sur 24, elle s'organise en roulement par heure d'ouverture des bourses mondiales : Londres, Washington, Hong Kong et Bangalore, autour d'un système organisé de collation et de diffusion de l'information financière qui tire profit des technologies de pointe<sup>28</sup>.

Si le siège de Reuters reste implanté à Londres, elle fut l'objet en 2008 d'une fusion acquisition par la société canadienne Thompson formant le groupe Thompson-Reuters<sup>29</sup>. Le trust est garant de l'indépendance de l'agence au sein du Conseil d'Administration du groupe, néanmoins la joint-venture laisse planer le doute quant à la remise en question de l'influence britannique dans l'agence et par conséquent dans la société mondiale de l'information.

Si selon l'INA, l'essentiel du chiffre d'affaire et de la croissance de l'agence est assuré par les ventes de systèmes et de droits d'accès à ses réseaux, qui représentent entre 30 et 50 % du chiffre d'affaires, la société met en avant son « statut d'agence de presse internationale », en témoigne son slogan « *The Business of Information* ».

Enfin, a contrario de la BBC, l'impartialité de l'agence Reuters est très souvent remise en question. Par ses liens historiques avec le royaume britannique d'une part, ainsi, lors de la Première Guerre mondiale, Reuters est soupçonnée de collusion avec le gouvernement britannique. Le média britannique a aussi fondé sa notoriété sur la vitesse de diffusion des informations. Plusieurs fois, l'agence diffusa bien vite de fausses informations<sup>30</sup>, dont elle ne prit pas le soin de vérifier la source. En 1941, 20 ans après la BBC, *les Reuters Trust Principles*, sont édictés. La charte déontologique rappelle la volonté d'indépendance, d'impartialité et d'exactitude des faits rapportés, de l'entreprise médiatique.

Aussi, les médias britanniques sont « un instrument de diplomatie publique », car ils jouissent notamment d'une incroyable crédibilité et d'un pouvoir notable sur la formation des opinions

---

<sup>26</sup> EYGUESIER Jean-Luc, Opus cit.

<sup>27</sup> BEYRAND. PO, BIELLI.G, DAMBAZIKI. F, DE PONTALBA.P, LUCET. A, PIQUET.T, « Du hard power au soft power, l'influence culturelle britannique dans le monde », Infoguerre, 2018.

<sup>28</sup> PALMER Michael, « *Reuters : première agence de presse au monde* », 25 octobre 2010, INA.

<sup>29</sup> BEYRAND. PO, BIELLI.G, DAMBAZIKI. F, DE PONTALBA.P, LUCET. A, PIQUET.T, « Du hard power au soft power, l'influence culturelle britannique dans le monde », Infoguerre, 2018.

<sup>30</sup> Ibidem.



étrangères. Ils participent activement à façonner la suprématie informationnelle britannique.

### **3. Le monde de la recherche scientifique britannique : « *It's a small world after all* »**

A l'instar du monde des médias, le monde de la recherche britannique bénéficie de cette aura de crédibilité qui sert en réalité un agenda, celui de la conquête de la suprématie informationnelle de l'Angleterre.

Les conclusions de cette partie sont doubles : d'une part, c'est une suprématie informationnelle de l'Angleterre qui est grandement conditionnée à ses relations avec les Américains. Si jusqu'à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, le pays parvient à tirer son épingle du jeu et à dicter ses conditions sur la scène politique, économique et géopolitique mondiale, le déclin de cette superpuissance advient au même moment que s'affirme celle de son allié américain.

D'autre part, la suprématie informationnelle du Royaume-Uni, mais surtout de l'Angleterre, repose en grande partie sur sa capacité à concentrer un grand nombre d'acteurs et d'organismes incontournables du milieu de la recherche et de la publication scientifique. L'implication de l'Etat à travers les financements et dans ses interactions entre les principaux membres des organismes qui structurent la recherche dans le pays, révèle l'importance des enjeux liés à la production scientifique. La crédibilité immédiate accordée aux publications qui viennent de laboratoires reconnus, comme ceux des universités d'Oxford, de Cambridge ou encore de Saint Andrews en Ecosse, est un outil de puissance capital.

Le raisonnement est le suivant : puisque le Royaume-Uni, possède une légitimité inégalée de ses centres de recherche ; d'une reconnaissance immédiate de la recherche qui est produite ; de supports de diffusion cotés internationalement et d'une très grande capacité à communiquer très largement sur ces publications, le RU a donc une préséance sur la production de l'Intelligence mondiale et la façonne par certains aspects. L'implication de l'Etat anglais notamment, dans la production de connaissance entraîne inmanquablement la définition d'une ligne éditoriale invisible qui s'insinue et se répand dans le monde de la recherche anglais, pour aller alimenter le monde de la recherche mondial. La publication scientifique est donc une arme de propagation d'une ligne éditoriale et use du rayonnement de ses maisons d'édition scientifique pour imposer un narratif anglais. La force de la suprématie informationnelle anglaise repose ainsi sur l'invisibilité de cette démarche qui joue sur le très grand crédit que le monde accorde aux scientifiques. S'opère donc chez le sujet, un basculement cognitif inconscient qui associe un théorème Oxfordien à une norme structurante du monde.

#### *La « relecture par les pairs »*

Une très grande majorité des éditeurs scientifiques disposent d'un fonctionnement analogue dans leur démarche de publication dans des revues scientifiques : celle de la « relecture par les pairs ». En effet, dans le cadre de la rédaction d'articles scientifiques les chercheurs, toutes catégories de recherche confondues, doivent passer par la reconnaissance de leurs travaux par leurs pairs. Ce processus de relecture par un chercheur ou un laboratoire de recherche « indépendant » est une des conditions *sine qua non* de la publication de leurs articles dans des magazines scientifiques « considérées » par la communauté. L'objet de ce processus est notamment de valider les méthodes de recherche et la validité scientifique des conclusions auxquelles le chercheur qui souhaite publier son article est arrivé.

La question de l'indépendance de cet « éditeur » est un enjeu majeur. En effet, alors que le processus de relecture et de validation semble pertinent, le qualificatif « indépendant » est lui relativement opaque. A ce jour, il semble qu'aucune liste faisant apparaître les critères relatifs à cette indépendance soit accessible.

Le monde de la recherche en Angleterre, comme partout dans le monde, est un petit milieu qui réunit un petit nombre d'experts, dont la plupart se connaissent, étudient dans les mêmes écoles, la plupart anglaises (« Oxbridge ») ou américaines (Harvard, Yale, Standford etc.), et appartiennent aux mêmes laboratoires de recherche. Ces mêmes laboratoires, ceux des universités notamment, sont les laboratoires accrédités pour évaluer la « validité théorique » des propos tenus par les aspirants publiés. D'abord parce que ce sont les laboratoires qui possèdent le plus de moyens : pour recruter des chercheurs prestigieux, financer les sujets de recherche et communiquer autour des publications. Il n'est pas étonnant que le classement de Shanghai sacre chaque année les universités américaines comme étant les « meilleures écoles du monde ».

### **Méthodologie du classement de Shanghai<sup>31</sup>**

Ce type de classement repose principalement sur le nombre d'articles scientifiques parus et sur leur présence sur la scène de la recherche, soit 20% pour la partie « résultats des recherches scientifiques ». Aussi, en tirant les ficelles, on s'aperçoit que la recherche scientifique est en réalité dominée par des laboratoires qui fixent les critères de « validité » de la recherche, grâce à des moyens financiers qui leur octroie une « légitimité scientifique ».

#### *La méthodologie du classement de Shanghai*

Ces grands laboratoires universitaires, organisent – à la manière des rock stars – de véritables tournées de leurs chercheurs-publiés qui font le tour du monde pour exposer leurs recherches, dont la ligne éditoriale a été, au préalable, approuvée par leur laboratoire de recherche mère, puis « validée » par un laboratoire « indépendant » à savoir, un laboratoire dont la taille et donc les capacités financières lui confèrent la légitimité et la respectabilité suffisante pour pouvoir relire, éditer les recherches.

A titre d'exemple, Le UKRI (*UK Research and Innovation*), anciennement le HEFCE (*Higher Education Funding Council for England*) qui supervise le financement et le fonctionnement de l'enseignement supérieur en Angleterre est constitué d'un comité exécutif étroitement lié au monde de la recherche aux États-Unis<sup>32</sup>. A titre d'exemple, le Professeur Jennifer Rubin - *Executive Chair, Economic and Social Research Council (ESRC)*, est une ancienne post-doctorante à l'Université de Harvard. De même que le Professeur Lynn Gladden - *Executive Chair, Engineering and Physical Sciences Research Council (EPSRC)*, est un ancien membre de l'Académie Nationale de l'Ingénierie Américaine (U.S National Academy of Engineering) et ancienne professeur à l'Université de Berkeley en Californie. Enfin, le Professeur Mark Thomson, *Executive Chair, Science and Technology Facilities Council (STFC)*, est le co-leader du projet DUNE (*Deep Underground Neutrino Experiment*), un projet qui rassemble plus de 1000 scientifiques et dont l'objectif est de travailler de concert pour construire « *a new major project in the US* »<sup>33</sup>.

---

<sup>31</sup> Shanghai Ranking, « La définition des indicateurs et la méthodologie des statistiques ».

<sup>32</sup> Membres du comité exécutif du HEFCE, (dernier accès le 08 juin 2019)

<sup>33</sup> Professor Mark Thomson, DUNE project, (dernier accès le 11 juin 2019).

Il est donc intéressant de noter que le Comité exécutif, en lien avec le financement de la recherche et de l'innovation en Angleterre, dispose de liens étroits avec des institutions américaines. Cela permet de mettre en perspective, d'une part, que le monde de la recherche est largement dominé par les institutions américaines qui attirent « les cerveaux » du monde entier pour participer à la construction de la suprématie scientifique, technologique et informationnelle des États-Unis ; et d'autre part, que la ligne éditoriale scientifique britannique est très largement soumise aux liens de dépendance des laboratoires anglais aux laboratoires américains. Le système de « relecture par les paires » légitime et accroît alors cette dépendance.

Il y a donc une autorité paternelle dans la recherche, celle du gros laboratoire sur le petit, celle des États-Unis sur l'Angleterre. Alors que les universités anglaises rayonnent dans le monde, elles ne parviennent pas à « tuer le père » et à s'affranchir d'un système à la base conçu comme un garde-fou, aujourd'hui utilisé pour soumettre un système de pensée et de recherche. Il est d'ailleurs intéressant de noter que dans le *Peer review framework* document explicitant la méthodologie de la relecture par les pairs, il est précisé<sup>34</sup> qu'il n'existe aucun accord de confidentialité entre le chercheur et le relecteur. Il s'agit d'un contrat « implicite ». Plus loin, le texte déclare que dans le cadre de la relecture, des informations confidentielles sur la recherche sont divulguées et pourront compromettre la propriété intellectuelle du chercheur. L'accord tacite qui existe est extrêmement dangereux. Dans la course à l'innovation et la recherche, la relecture par les pairs met donc en péril la démarche du chercheur. Bien qu'il existe des garde-fous pour empêcher le vol de propriété intellectuelle dans le choix des relecteurs notamment à travers des processus de « due diligence », la proximité intellectuelle des chercheurs anglais avec les laboratoires américains fait que l'intégrité et la confidentialité de la recherche sont mises à mal.

La suprématie informationnelle de l'Angleterre est donc grandement conditionnée à ses relations avec les Américains. Si jusqu'à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, le pays parvient à tirer son épingle du jeu et à dicter ses conditions sur la scène politique, économique et géopolitique mondiale, le déclin de cette superpuissance advient au même moment que s'affirme celle de son allié américain.

Cette proximité entre l'Angleterre et les États-Unis est enracinée dans l'histoire des deux pays à travers les vagues d'immigration, constitutives du paysage démographique américain, mais aussi et surtout à travers une culture commune organisée autour d'une langue commune : l'anglais.

#### **4. La construction d'un empire**

##### *L'anglais comme outil de puissance*

L'empire que s'est construit le monde de la recherche anglo-saxon trouve ses racines dans le fait que l'utilisation de la langue de Shakespeare est une condition *sine qua non* pour qu'un travail de recherche soit reconnu à l'échelle mondiale. Cette domination de l'anglais, qui a peu à peu détrôné le français, même dans les grands corps diplomatiques, participe de la suprématie informationnelle de l'Angleterre.

---

<sup>34</sup> Peer Review Framework, HECFE, p.4, (dernier accès le 11 juin 2019).

Les entreprises de culture anglo-saxonne l'ayant emporté sur la force de production de connaissances scientifiques dans le monde durant la seconde moitié du XX<sup>ème</sup>, les magazines scientifiques les plus reconnus aujourd'hui sont à majorité d'origine anglo-saxonne.<sup>35</sup> Elsevier par exemple, l'éditeur anglais leader du marché de l'édition scientifique, a la main mise sur environ 16 % des revues spécialisées du monde et près d'un article sur cinq produit au cours de l'année 2018 est passé dans les mains de l'éditeur.<sup>36</sup>

La France, placée à la 35<sup>ème</sup> place du classement des pays les plus anglophones au monde (sur un classement qui en totalise 88)<sup>37</sup>, a donc le plus grand mal à s'exprimer dans la langue de Shakespeare. Mais sans la maîtrise de cette langue, les chances de se retrouver publié dans une revue considérée sont réduites. En effet, pour qu'un article puisse passer par une relecture de pair, celui-ci doit d'abord passer entre les mains du comité d'édition de la revue dans laquelle l'article va être publié. Ce comité a pour but de vérifier un éventuel plagiat des travaux réalisés, mais il a également vocation à rejeter les articles dont la qualité de la rédaction ne serait pas à la hauteur de celle du Journal.<sup>38 39</sup>

Seulement, un article de recherche scientifique français n'a pas forcément vocation à se retrouver publié dans une revue anglophone. Rien n'empêche un chercheur français de publier son article dans une revue entièrement francophone car, objectivement, l'analyse du mécontentement des salariés d'une entreprise de production de pneus français intéresse beaucoup moins les chercheurs du monde entier que d'obtenir le séquençage du génome d'un organisme. Naturellement, il n'est pas possible d'obtenir un résultat semblable à une publication en anglais lorsque l'on s'exprime seulement dans la 6<sup>ème</sup> langue la plus parlée à travers le monde. Moins de locuteurs équivaut à moins de lecteurs, un faible nombre de lectures suppose un nombre plus faible de citations de l'article en question. Or, le nombre de citations d'un article scientifique dans une revue est en grande partie ce qui fait tourner toute l'industrie de l'édition scientifique. Une revue citée est une revue reconnue, qui dispose d'un impact fort sur le reste de la communauté scientifique : on parle de *facteur d'impact*.

Mais le simple fait que les Français ne disposent pas d'un niveau d'anglais suffisant est-il la seule raison menant à la suprématie de la langue anglaise ? En effet, les anglophones peinent à citer des articles en français ou en espagnol par exemple. Une étude menée sur les sept revues de pharmacologie les plus vendues entre 2005 et 2006 prouve cela : sur 1568 articles analysés, 45 917 références ont été faites et parmi celles-ci, seulement 539 (1.17 %) étaient écrits dans une langue différente de l'anglais<sup>40</sup>. Les raisons de ce *bashing* peuvent être multiples :

- Les anglophones ne lisent pas les articles (car ils ne parlent pas d'autres langues ou qu'ils n'ont pas accès aux revues) ;
- Ils les lisent mais ces scientifiques considèrent que la qualité des recherches est mauvaise ;
- Ils les lisent, les incluent dans leur développement mais les relecteurs et surtout les éditeurs ignorent les sources peu cotées dans leurs publications.

La crédibilité scientifique est donc un véritable enjeu et sur cet aspect, le Royaume-Uni parvient véritablement à tirer son épingle du jeu. Le pays bénéficie d'un avantage

---

<sup>35</sup> Education First, *Indice de compétence en anglais EF*, 2018.

<sup>36</sup> RELX Group, *Annual Report and Financial Statements*, 2018.

<sup>37</sup> Education First, *Indice de compétence en anglais EF*, 2018.

<sup>38</sup> Peer Review Process, ASHA Journals Academy, consulté le 12 juin 2019.

<sup>39</sup> Peer Review Process, Journal of Young Pharmacists, consulté le 12 juin 2019.

<sup>40</sup> Edouard, B. (2009). Who Cites Non-English-Language Pharmaceutical Articles ? *Annals of Pharmacotherapy*, 43(3), 549-550. Doi :10.1345/aph.11490.

considérable, celui de la langue, qui est devenue progressivement un critère de crédibilité pour un chercheur. Ainsi, fort et conscient de sa capacité à attirer les cerveaux du monde entier vers les maisons britanniques d'édition scientifique, vers ses laboratoires de recherche et ses universités, l'Angleterre a fait de cet enjeu une véritable politique publique.

### *Des enjeux étatiques*

Le modèle économique des éditeurs scientifiques est curieux à plus d'un égard, du fait notamment d'une participation massive et très active des États. Tout d'abord, la recherche scientifique est aujourd'hui principalement financée par les États. Ce sont les laboratoires de recherche nationaux et universitaires qui produisent directement de la connaissance scientifique au travers d'articles qui sont envoyés aux éditeurs scientifiques pour publication. Dans le cas de UKRI, le site affiche qu'il s'agit d'un organisme public non-ministériel, pourtant « sponsorisé » par le « *Department for Business, Energy and Industrial Strategy* »<sup>41</sup>. Il est d'ailleurs intéressant que le UKRI soit financé par ce ministère et non celui de l'éducation (*Department for Education*) par exemple. Cela révèle les principaux secteurs de recherche dans lesquels le gouvernement anglais investit, à savoir, le monde des affaires, de l'énergie et de la stratégie industrielle.

De plus, avant d'être affichés en couverture de *Nature* ou de *Science*, ces articles doivent passer au travers d'une relecture par les pairs. Cette dernière est réalisée sur le temps de travail des relecteurs, eux-mêmes chercheurs intervenant au sein de laboratoires étatiques ou universitaires et très souvent financés par les États comme cela a été démontré précédemment.

Enfin, dans le but d'économiser du temps dans leur recherche, des scientifiques sont parfois amenés à acheter des articles aux éditeurs scientifiques, sans quoi leurs travaux ne sauraient avancer. Là encore, ces achats sont financés par les États car les articles ne peuvent être redistribués entre différents laboratoires<sup>42</sup>.

Par ailleurs, les États doivent parfois payer à deux reprises ce qu'ils ont déjà initialement financé. Ce montage financier coûte, chaque année, très cher aux États et aux universités qui ne peuvent plus s'offrir les revues des « grands » éditeurs. À l'université de Montréal par exemple, le nombre d'abonnements aux revues du géant *Springer Nature* est passé de 2266 à 150<sup>43</sup> sous le coup d'augmentations des tarifs toujours plus importantes. Idem aux États-Unis où les abonnements du groupe Elsevier autour de l'année 2014 ont augmenté plus fortement que l'inflation<sup>44</sup>. À noter que ces tarifs qui augmentent plus rapidement que l'inflation ne tiennent pas du tout compte des progrès réalisés dans la digitalisation du métier d'éditeur. À l'heure des éditions numériques, où les imprimeries se raréfient et la logistique autour de la publication des journaux se dé-complexifie, l'augmentations des tarifs des journaux est totalement incomprise par la communauté scientifique.

Le Canada et les États-Unis ne sont toutefois pas les seuls à endurer cette augmentation des tarifs de l'édition scientifique. En France en 2014, on estime que l'État a versé près de 105 millions d'euros pour ses abonnements aux revues scientifiques les plus cotées<sup>45</sup>, l'équivalent de la moitié du budget consacré à la recherche contre le VIH/SIDA<sup>46</sup>.

---

<sup>41</sup> URKI.

<sup>42</sup> *Is the staggeringly profitable business of scientific publishing bad for science?* The Guardian, 27 juin 2017.

<sup>43</sup> *L'Université de Montréal renonce à 2116 abonnements pour ses bibliothèques*, TVA Nouvelles, 09 mai 2016.

<sup>44</sup> BACH Jean-François et Jérôme DENIS, *Rapport : les nouveaux enjeux de l'édition scientifique*, 24 juin 2014.

<sup>45</sup> BACH Jean-François et Jérôme DENIS, *Rapport : les nouveaux enjeux de l'édition scientifique*, 24 juin 2014.

<sup>46</sup> *Menaces sur le financement de la recherche*, Ouest France, 23 juillet 2017.

### *Un oligopole assumé*

Les éditeurs scientifiques anglais comme internationaux, nous l'avons vu, n'ont pas hésité à augmenter les prix de leurs journaux et revues malgré une forte digitalisation de leur contenu. Parmi les grandes sociétés d'édition, Elsevier est la plus importante. Il s'agit du premier groupe d'édition disposant du plus grand nombre de revues scientifiques à ce jour, avec près de 16 % du marché mondial. Historiquement néerlandaise, cette société a été acquise par le groupe néerlandais-britannique RELX Group dans la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. RELX Group s'est depuis construit un véritable empire en acquérant de nombreuses sociétés d'éditions et de gestion de données : Litec (éditeur français d'ouvrages juridiques, économiques et sociaux), LexisNexis (solution d'analytics pour les professionnels du droit et du chiffre), les éditions Masson (renommées depuis en Elsevier Masson, un éditeur français de livres scientifiques), etc. Ces acquisitions ont notamment été permises par des augmentations abusives du prix des abonnements des journaux proposés et une digitalisation toujours plus importante des éditions. L'éditeur Elsevier fait partie des entreprises les plus fructueuses du Royaume-Uni ; avec près de 34 % de marge, l'éditeur dispose d'une rentabilité quatre fois supérieure à celle des autres entreprises de la bourse de Londres à laquelle il est coté.<sup>47</sup>

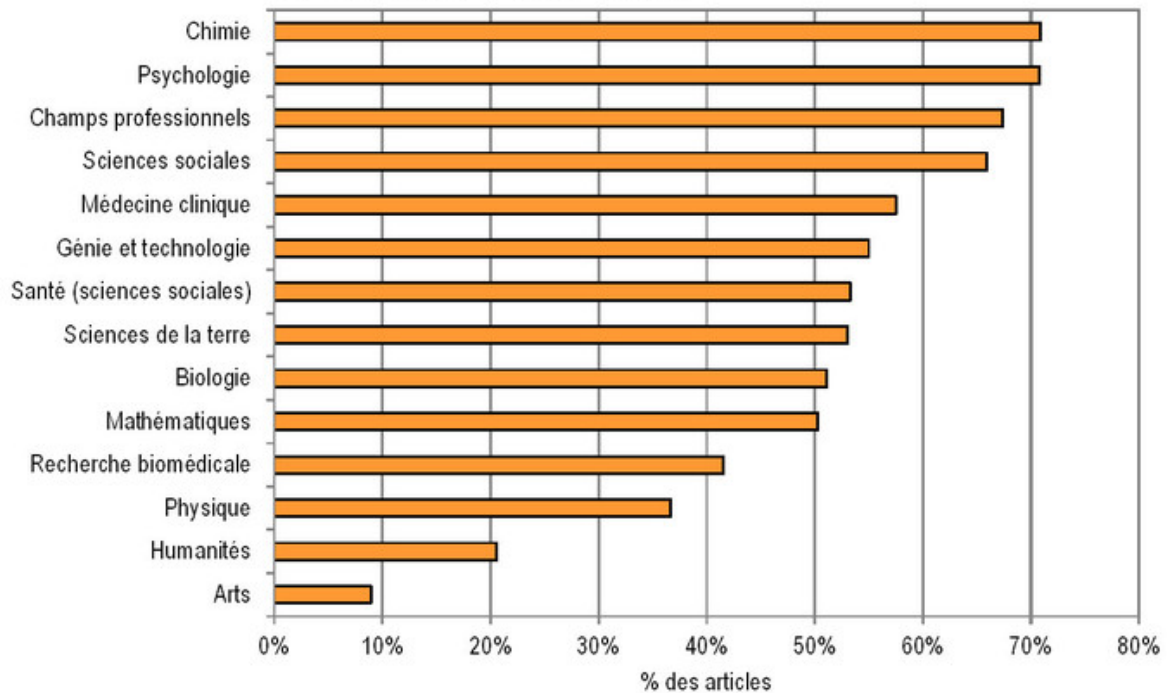
Les principaux concurrents d'Elsevier que sont Taylor & Francis, Wiley et Springer, respectivement anglais, américain et allemand, ne disposent pas de la même « réputation » que le leader du marché. En effet, le groupe Elsevier cristallise la majeure partie des critiques liées à l'augmentation des prix des journaux scientifiques car la communauté scientifique reconnaît surtout cet éditeur comme étant à la tête d'un « oligopole des grands éditeurs savants »<sup>48</sup>. Ces maisons d'édition ont obtenu ce nom car ils se sont accaparés jusqu'à 51 % des articles publiés dans des domaines scientifiques donnés comme en sciences sociales et humaines ou encore en sciences naturelles et médicales comme en atteste le graphique suivant :

---

<sup>47</sup> RELX Group, *Annual Report and Financial Statements*, 2018.

<sup>48</sup> Larivière V., Haustein S., Mongeon P. (2015) *The Oligopoly of Academic Publishers in the Digital Era*. PLoS ONE 10(6): e0127502. doi:10.1371/journal.pone.0127502.

Pourcentage des articles publiés par les 5 principales maisons d'édition, par discipline, 2013  
Source : Vincent Larivière, Stefanie Haustein et Philippe Mongeon.



+5

Des domaines entiers de la science sont donc, depuis les années 2010, à la merci de l'oligopole formé par des éditeurs, notamment anglais. Avec une part de marché de près de 30 % dans certains domaines scientifiques<sup>49</sup>, la communauté scientifique n'a pas tardé à mettre des bâtons dans les roues des géants de l'édition siégeant à Londres.

#### *Lutte contre le monopole informationnel*

À plusieurs reprises, la communauté scientifique a tenté d'évincer les éditeurs en créant notamment de nouvelles plateformes de partage des ressources scientifiques de type « Open Access », permettant la publication de contenus dits « libres » ou encore de type « Preprint ». Ainsi, les auteurs peuvent publier leur travail avant de l'envoyer à un quelconque éditeur, comme le propose bioRxiv (prononcer *Bio Archive*) pour les publications liées à la biologie.<sup>50</sup> Autre conséquence de l'oligopole des éditeurs scientifiques, des plateformes pirates ont vu le jour. La plus renommée d'entre celles-ci, Sci-Hub, met à disposition près de 70 millions d'articles<sup>51</sup> normalement soumis à des licences et autres droits d'auteurs par les éditeurs. En réaction, ces derniers ont logiquement tenté de combattre ces plateformes, au travers de procès. Elsevier demande notamment près de 15 millions de dollars en dommages et intérêts contre la plateforme pirate. La créatrice, Alexandra Elbakyan, une étudiante kazakhe, s'est exilée en Russie depuis les premiers procès pour éviter tout risque d'extradition vers les États-Unis et surtout vers le Royaume-Uni, les pays d'origine de ses principaux créanciers.<sup>52</sup> Face aux parts de marché remportées par les nouvelles plateformes d'Open Access, les grands éditeurs et notamment Elsevier, ont tenté de développer de nouveaux modèles économiques.

<sup>49</sup> LARIVIERE V., HAUSTEIN S., MONGEON P. "The Oligopoly of Academic Publishers in the Digital Era". 2015.

<sup>50</sup> Section « About » du site web de la plate-forme BioRxiv, version à jour du 28 mars 2019.

<sup>51</sup> Section « About » du site web de la plate-forme Sci-Hub, à jour du 28 mars 2019.

<sup>52</sup> SCHIERMEIER Q., "US court grants Elsevier millions in damages from Sci-Hub". In Nature News doi:10.1038/nature.2017.22196.

Elsevier permet par exemple aux auteurs de publier dans de grandes revues scientifiques, tout en gardant un statut d'Open Access sur les articles publiés. Le groupe éditorial peut cependant demander jusqu'à 5 000 euros pour octroyer ce statut à un article, un tribut que très peu de scientifiques peuvent se payer. D'autre part, toutes les revues de l'éditeur ne disposent pas de ce statut pour les articles. Il existe toutefois des exceptions aux frais demandés dans le cadre d'une publication Open Access chez un grand éditeur. En effet, depuis octobre 2015, un accord existe entre le JISC - une société à but non lucratif apportant un support aux étudiants de l'enseignement supérieur anglais - et Springer, le géant allemand. Cette entente garantit dès l'annulation des frais dans le cadre d'une publication Open Access dans une sélection de 1600 revues, et pour tous les travaux issus d'institutions britanniques. À noter qu'un accord similaire existe entre les Pays-Bas et le même éditeur concernant les ressortissants néerlandais et plus de 2000 revues scientifiques de l'éditeur.<sup>53</sup> À l'exception de ces deux pays, ce sont donc des frais exorbitants qui doivent être avancés par les scientifiques du monde entier afin de rendre accessible à tous la connaissance scientifique et promouvoir leur travail. Parmi les autres manœuvres mises en place par la communauté scientifique afin de bloquer l'éditeur Elsevier, on retrouve également le mouvement *The Cost of Knowledge* créé en 2012. Cette protestation se présente sous la forme d'une pétition que toute personne dans le monde peut signer. En signant le document, les personnes s'engagent à ne pas publier dans des revues de l'éditeur Elsevier, ne pas citer d'articles présents dans des journaux de l'éditeur et/ou ne pas réaliser de relecture de pair pour l'éditeur. Très rapidement, plus de 17 000 personnes ont signé le manifeste.<sup>54</sup> Toutefois, une étude de 2016 a démontré que près de 40 % des signataires avait dû abandonner leur engagement en publiant dans une revue détenue par Elsevier.<sup>55</sup>

Aussi, le monopole informationnel de certaines maisons d'édition scientifique est très difficilement ébranlable, d'autant que la reconnaissance scientifique par ses pairs est conditionnée à la publication dans une revue reconnue. Les chercheurs en quête d'un certain « capital académique », sont encore très dépendants des éditeurs. D'un côté, les jeunes chercheurs doivent publier dans les revues prestigieuses, souvent associées aux grands éditeurs, afin d'obtenir une place intéressante dans une chaire ; d'un autre, les chercheurs déjà en poste doivent faire la même chose afin de conserver leurs financements. Dans ce contexte, publier dans une maison d'édition telle qu'Elsevier — souvent synonyme de portée internationale — est d'autant plus avantageux que de publier dans une revue « indépendante », locale ou nationale. Pourtant, celle-ci est parfois tout aussi bien diffusée qu'une revue des grands éditeurs, *a fortiori* avec les éditions numériques.<sup>56</sup>

Pour conclure, la suprématie informationnelle du Royaume-Uni et surtout de l'Angleterre repose en grande partie sur sa capacité à concentrer un grand nombre d'acteurs et d'organismes incontournables du milieu de la recherche et de la publication scientifique. L'implication de l'État, à travers les financements et dans ses interactions avec les principaux membres des organismes structurants de la recherche nationale, révèle l'importance des enjeux liés à la production scientifique. La crédibilité immédiate accordée aux publications qui viennent de laboratoires reconnus, comme ceux des universités d'Oxford, de Cambridge ou encore de Saint Andrews en Ecosse, est un outil de puissance capital.

---

<sup>53</sup> Voir Nature n°529, 7 janvier 2016.

<sup>54</sup> Site officiel du mouvement *The Cost of Knowledge*. Consulté le 29 mars 2019.

<sup>55</sup> HEYMAN Tom et al. "On the Cost of Knowledge: Evaluating the Boycott against Elsevier. *Frontiers in Research Metrics and Analytics*". 2016.

<sup>56</sup> LARIVIERE V., HAUSTEIN S., MONGEON P. "The Oligopoly of Academic Publishers in the Digital Era". 2015.



Le constat est le suivant : le Royaume-Uni possède une légitimité inégalée de ses centres de recherche, une reconnaissance immédiate de la recherche qui est produite, elle dispose également de supports de diffusion côtés internationalement et d'une capacité à communiquer très largement sur ses publications. Le Royaume-Uni a donc une préséance sur la production de l'Intelligence mondiale et la façonne par certains aspects. L'implication du gouvernement anglais dans la production de connaissance entraîne inmanquablement la définition d'une ligne éditoriale invisible qui s'insinue et se répand dans le monde de la recherche anglais, pour aller alimenter le monde de la recherche mondial. La publication scientifique est donc une arme de propagation d'une ligne éditoriale et use du rayonnement de ses maisons d'édition scientifique pour imposer un narratif anglais. La suprématie informationnelle anglaise repose ainsi sur l'invisibilité de cette démarche qui joue sur le très grand crédit que le monde accorde aux scientifiques. S'opère donc chez le sujet, un basculement cognitif inconscient qui associe un théorème Oxfordien à une norme structurante du monde.

#### *Modèle d'évaluation de la valeur de la recherche scientifique*

Le facteur d'impact est un indicateur bibliométrique permettant de mesurer la visibilité d'un magazine scientifique. Plus exactement, ce facteur est calculé pour chaque année N à partir du nombre de citations du journal sur les années N – 1 et N – 2 divisé par le nombre d'articles publiés sur cette période ; l'autocitation (un journal citant ses propres articles) est également prise en compte. Une revue est considérée comme d'autant plus importante qu'elle dispose d'un facteur d'impact élevé ; ce facteur impliquant une visibilité plus importante et un nombre de citations des articles plus important. À noter que les facteurs d'impact de deux revues différentes ne peuvent être comparés que lorsque ces deux revues relèvent du même domaine d'étude. D'autre part, il convient d'indiquer que la fréquence de publication d'une revue a des conséquences directes sur son facteur d'impact. En effet, de nombreuses revues scientifiques ne sont publiées qu'une fois par an, voire moins. Fatalement, ces journaux ne peuvent rivaliser face à des revues hebdomadaires comme *Nature* ou *Science*.

Depuis un peu plus de dix ans maintenant, ce modèle d'évaluation, mis en place et largement démocratisé par l'agence anglaise Thomson Reuters, fait l'objet de nombreuses critiques. Une partie de ces critiques s'est notamment manifestée au travers de la « Déclaration de San Francisco sur l'évaluation de la recherche » (DORA en anglais)<sup>57</sup>. Ce manifeste, signé par quelques 6 000 personnes dont environ 250 provenant d'organisations scientifiques, a eu pour but de dénoncer le lien infondé entre le facteur d'impact et la qualité scientifique apportée par un papier.

Comme indiqué précédemment, la raison pour laquelle les articles scientifiques non-anglophones sont bien moins partagés est floue car plusieurs cas sont possibles. En attendant, une chose est certaine, le Royaume-Uni a instauré un modèle d'évaluation biaisé de la connaissance scientifique et celui-ci est employé à outrance à travers le monde, causant des déséquilibres dans le monde scientifique.

#### **5. La privatisation des Relations Internationales par la Grande-Bretagne : l'expression de la suprématie informationnelle britannique via des opérateurs d'influence qui privatisent les relations internationales<sup>58</sup> au service du développement d'une diplomatie parallèle**

---

<sup>57</sup> VAN NOORDEN R., "Scientists join journal editors to fight impact-factor abuse". Disponible en ligne.

<sup>58</sup> FIORINA Jean-François, REVEL Claude, Opus cit.

La diplomatie parallèle, nommée aussi *para-diplomatie* ou encore *privatisation des relations internationales*, se définit comme une diplomatie de ressort non gouvernementale menée par différents acteurs privés, comme des universitaires, des syndicats, des ONG, des *Think tank*, des associations, des laboratoires et centres de recherche etc. D'après Claude Revel « *L'intervention croissante des acteurs privés et associatifs pose des questions cruciales concernant la souveraineté des états et, surtout, le mode d'élaboration de la règle. Les règles et décisions multilatérales véhiculent des idées et des valeurs, dont elles organisent la mise en œuvre* »<sup>59</sup>. En effet, l'action de ces acteurs non gouvernementaux pose la question de savoir en quoi et comment ils contribuent à la mise en œuvre d'une stratégie britannique de suprématie informationnelle, invisible « à l'œil nu ».

*Or, plus invisibles que les médias ou les laboratoires de recherche, les ONG tentent également d'imposer leur grille de lecture informationnelle.*

*Des ONG Humanitaires parmi les plus influentes du monde*

*« La coopération et l'aide pour le développement international font partie intégrante du « soft and smart power » britannique. Formalisées dans plusieurs livres blancs, elles visent à « projeter l'image d'une nation généreuse »<sup>60</sup>.*

De part une longue tradition de lutte contre la pauvreté au sein du Commonwealth, la diplomatie publique et la diplomatie privée sont étroitement enchevêtrées au Royaume-Uni. La création en 1996 du portefeuille ministériel pour le développement international - le *Department For International Development* (DFID) - visait à replacer la diplomatie parallèle émanant des ONG humanitaires sous une tutelle plus ou moins prononcée des diplomates et du gouvernement. En effet, le DFID a la possibilité d'auditer les organisations internationales humanitaires afin de connaître leur efficacité en la matière. Cette fonction d'audit permet de hiérarchiser ses priorités d'actions et de financement. Aussi, le Royaume-Uni se positionne en véritable de chef de file au sein de la communauté internationale de l'aide humanitaire. C'est dans cette même logique que le Royaume-Uni est à l'initiative en 2006 des « Principes et bonnes pratiques pour l'aide humanitaire » de l'OCDE, qui sert de ligne de conduite à tous les pays du monde<sup>61</sup>.

*En outre, la diplomatie parallèle britannique s'appuie aussi sur trois ONG de renommées internationales, parmi les dix plus influentes du monde.*

*Oxfam*

Première ONG britannique à rayonnement mondiale, Oxfam est apparue à Oxford le 5 octobre 1942, durant la Seconde Guerre mondiale. Contraction de *Oxford Committee for Famine Relief*, l'essence première d'Oxfam fut de venir en aide à la population grecque rendue affamée par le blocus du Royaume-Uni contre l'occupant nazi. Présente dans près de 90 pays, elle est financée via un réseau de distribution prônant commerce équitable et solidaire.

*Amnesty International*

Amnesty International est une ONG investie depuis 1961 d'une mission de défense des droits de l'homme. ONG britannique, dont le siège est basé à Londres, elle totalise « plus de trois

---

<sup>59</sup> REVEL Claude, *Diplomatie économique multilatérale et influence*, Institut Choiseul, 2011.

<sup>60</sup> BEYRAND. PO, BIELLI.G, DAMBAZIKI. F, DE PONTALBA.P, LUCET. A, PIQUET.T, « Du hard power au soft power, l'influence culturelle britannique dans le monde », Infoguerre.fr, 2018.

<sup>61</sup> *IBIDEM*.

millions d'adhérents et de donateurs dans plus de 150 pays et territoires ». Amnesty a obtenu le statut d'organisme à voix consultative auprès de l'ONU, du Conseil économique et social européen et de l'Organisation des États américains. Elle est aussi membre observateur auprès de l'Union Africaine. L'organisation est souvent critiquée pour sa partialité et accusée de tenir un agenda de ses études de terrain en adéquation avec les agendas politiques anglais et américains – en témoigne sa campagne sur les droits de l'Homme en Chine quelques temps avant les JO de Pékin, ou en plein renouvellement du mandat américain lors de l'opération militaire « *Enduring freedom* » en Afghanistan.

En outre, plusieurs de ses membres fondateurs, à commencer par Peter Benenson, sont issus des services de renseignement britannique, en témoigne la cartographie des acteurs de l'étude réalisée pour le site infoguerre.fr « *Du hard power au soft power, l'influence culturelle britannique dans le monde* ».

#### *Crisis Group américano-anglaise (Mark Malloch Brown)*

L'*International Crisis Group* (ICG) est une ONG multinationale créée en 1995 à Londres, dont la vocation est de prévenir l'émergence des conflits armés par une analyse risques-pays et des recommandations indépendantes. L'ICG est née des suites des guerres en Somalie, au Rwanda et en Bosnie, à l'initiative de Morton Abramowitz (ancien ambassadeur des États-Unis), Mark Malloch Brown (ministre britannique pour l'Afrique, l'Asie et l'ONU), et le sénateur américain George Mitchell.

L'objectif était de créer une nouvelle organisation en veille permanente sur les moindres faisceaux d'indices pouvant conclure à l'éclatement imminent d'une crise internationale ou d'un conflit armé, afin de l'anticiper le plus possible et d'attirer l'attention des décideurs publics internationaux sur cette menace. Le conseil d'administration de *Crisis Group* jouit d'une grande influence et est capable de mobiliser des actions gouvernementales transnationales, puisqu'il peut réunir des ministres des affaires étrangères en son sein. L'ICG travaille en collaboration avec les gouvernements et des ONG afin d'attirer leur attention sur les conflits possibles et d'anticiper les crises. Ses analyses situationnelles sont consultées par l'ONU et d'autres organisations internationales.

*Crisis Group* emploie actuellement 130 professionnels dans le monde entier, de 46 nationalités et 53 langues différentes. L'ONG est majoritairement financée par les gouvernements occidentaux, ainsi que des entreprises privées.

#### *Les Think-Tank anglais nombreux et reconnus à travers le monde*

François-Bernard Huyghe définit les Think tank comme « *des réservoirs à idées et des sources d'influence en principe indépendants, parfois véritables créateurs d'opinion en politique étrangère.* » L'étendue de leurs missions peut, selon lui, recouvrir la recherche pure, l'expertise indépendante, la propagation d'idéologies via les élites et les médias, la représentation de la société civile, du lobbying et de l'influence, etc.

Le Royaume-Uni est le 3<sup>ème</sup> pourvoyeur de Think tank après les États-Unis et la Chine, avec 444 Think tank recensés<sup>62</sup>. Ceci pouvant notamment s'expliquer par le fait qu'au-delà d'une certaine tradition des penseurs anglais, les Think tank possèdent les mêmes droits que les ONG au Royaume-Uni, ce qui leur permet de disposer de facilités de financements, aux origines difficilement identifiables.

---

<sup>62</sup> MCGANN James G, *Global Go To Think Tank Index Report*, Penn Library, 31 janvier 2018.

### *Chatham House*

Chatham House est l'un des Think tank les plus influents du monde. Ce groupe de réflexion, né au lendemain du premier conflit armé (lors de la Conférence de Paris en 1920), avait initialement pour objectif d'anticiper l'émergence de nouveaux conflits. Chatham House promeut ainsi un niveau de discussion multilatéral et réunit des décideurs politiques et économiques. L'ONG a la particularité de fonctionner selon sa propre règle, dite « règle de Chatham House » qui interdit aux membres de révéler les auteurs des propos qui sont tenus en son sein, afin de garantir la confidentialité des échanges. Cette règle mondialement reconnue est appliquée par bon nombre de centres de pensées et d'influence dans le monde. Chatham House fut longtemps classé second au *Global to Think tank index* de l'Université de Pennsylvanie. En 2019, il se classait sixième.

### *International Institute for Strategic Studies*

L'*International Institute for Strategic Studies* (IISS) est un institut de recherche britannique spécialiste des relations internationales, créée en 1958, l'Institut se consacrait à l'origine à la dissuasion nucléaire et au contrôle des armements. L'IISS se décrit comme l'« autorité majeure en matière de conflits politico-militaires », et organise notamment les réunions annuelles des Shangri-La Dialogue et Manama Dialogue, réunissant les ministres de la défense de la zone Asie-Pacifique, et du Golfe persique. L'institut regroupe 2 500 membres individuels et 450 membres personnes morales ou institutionnelles de plus de 100 pays.

## **6. La remise en cause de la suprématie informationnelle britannique dans le cyberspace**

### *Les nouveaux conflits informationnels dans le cyber : de la guerre de l'information au cyber smart power - éléments pré-contextuels*

Les médias et les réseaux sociaux sont devenus la clé de voûte du *soft power* des pays émergents et des puissances régionales<sup>63</sup> tels que la Chine, la Russie, le Brésil etc. Ces derniers leur permettent d'acquérir une visibilité sur la scène internationale, et une certaine influence auprès des populations étrangères. Ils constituent un véritable outil de *soft power* et de déstabilisation à destination des puissances occidentales. L'information circulant sur le cyberspace (couche sémantique) recompose donc les relations internationales<sup>64</sup>. On constate un entremêlement de la cyberguerre et de la guerre de l'information dans le cyberspace, qui réunit en outre une diversité d'acteurs avançant souvent masqués : grandes puissances mondiales, puissances régionales émergentes, entreprises, groupes d'individus etc. Cet entremêlement permet à la fois de causer des dommages matériels mais aussi de produire de l'incertitude et du doute des populations envers leurs gouvernants.

- Avant de poursuivre l'analyse, il convient de s'arrêter sur les définitions du cyberspace, aussi appelé cybermonde. Il existe pléthore d'informations, de la plus synthétique à la plus analytique. Pour autant, toutes ont en commun le fait que le cyberspace ne se définit pas par des frontières, des limites d'un espace avec un ancrage et une appartenance territoriale. En effet, le terme apparaît pour la première fois en 1983, dans le livre de William Gibson, *Neuromancien*. L'auteur imagine un espace virtuel où les machines et les humains se connectent dans le but de s'échanger

---

<sup>63</sup> HENG Stéphanie M.-L., « Interroger le soft power dans les réseaux de production et de diffusion d'informations d'actualité sur les pays émergents », Revue française des sciences de l'information et de la communication [En ligne]. 3 novembre 2015.

<sup>64</sup> Rapport RAMSES, "Comment l'information recompose les relations internationales", IFRI, 2018.

des milliers de données sans aucunes barrières ni interdits. En 2019, la couche sémantique du cyberespace ne pourrait pas trouver meilleure définition, d'ailleurs la définition du cybermonde du Larousse va dans ce sens. Pour les rédacteurs du dictionnaire, il s'agit en effet, d'« *un espace virtuel rassemblant la communauté des internautes et les ressources d'informations numériques accessibles à travers les réseaux d'ordinateurs* ». La définition qui nous intéresse dans cette étude est celle qui permet d'observer la composition du lieu. Le cyberespace est effectivement composé de trois couches. François-Bernard Huyghe les définit de la manière suivante :

- La couche matérielle correspond aux périphériques d'accès et aux infrastructures nécessaires au fonctionnement d'une connexion internet. Les serveurs, les câbles sous-marins, les satellites, les *data centers* etc. appartiennent aussi à la couche matérielle.
- La couche logique concerne les langages et protocoles qui permettent *in fine* l'échange de données. Pendant longtemps, la notion de cyberespace se cantonnait à cette définition, car l'on considérait, ce qui était nommé le cas de l'ANSSI, que seule cette couche était *susceptible d'attaque et de compromission*.
- La couche sémantique concerne l'information qui circule dans le cyberespace. C'est la partie visible – graphique – de l'iceberg, par tous les internautes. Facebook, Twitter, Instagram sont les géants qui constituent la couche sémantique, longtemps négligée par les puissances occidentales, occupées à défendre la couche logicielle. Celles-ci ont priorisé la création, puis la consolidation et la sécurisation des couches matérielles et logicielles du cyberespace, laissant la porte ouverte à une guérilla de l'information sur la couche sémantique<sup>65</sup>.

La doctrine qui prédominait jusqu'alors en Occident est celle du cyberespace (dans sa couche sémantique uniquement) comme un espace de liberté et de créativité, au service notamment des peuples opprimés. Evgeni Morozov, qualifié par certains de cyber pessimiste, démontre dans son livre *The Net delusion : The Dark Side of Internet Freedom*, comment les régimes non démocratiques se sont saisis des opportunités qu'apportait la couche sémantique du cyberespace pour asseoir leur domination cognitive sur leur propre peuple. Et si finalement contrôler la couche sémantique du cybermonde permettait de remporter la guerre de l'information et d'asseoir définitivement une suprématie informationnelle sur ses concurrents étatiques, dans le même temps qu'une domination cognitive sur son propre peuple ? En effet, que dire des 500 000 followers d'Hugo Chavez, des répliques chinoises et russes de Facebook et consorts – Baidu, Weibo, Vkontakte, Odnoklassniki... –. En Chine, par exemple, l'Etat rémunère la délation électronique. Pour Morozov, Internet au service des tyrans est « un formidable outil pour occuper les masses et les détourner de la politique : en Russie, au Vietnam et même dans la pudibonde Chine, on tolère, voire encourage le cybersexe pour dépolitiser les jeunes ; pour les autres, la cyberconsommation suffit ». Il démontre comment les régimes non démocratiques se sont emparés des avancées que promettait la couche sémantique, et ont retourné le Web en un puissant outil de surveillance et de contrôle des masses, rappelant que la couche sémantique est tout autant la couche de l'information que de la désinformation.

---

<sup>65</sup> Conférence : "Faire croire, faire douter dans le cyberespace", CSFR Géostratégie, 24 janvier 2019, Paris.

Aussi, depuis peu, les États européens se dotent d'organismes qui luttent à la fois contre les cyberattaques et contre l'ingérence informationnelle de pays tiers. Ces services sont souvent rattachés aux institutions du renseignement militaire et/ou policier. C'est le cas du Royaume-Uni qui a doté le *Government Communications Headquarters* (GCHQ) – d'un service de renseignement électronique, mais aussi de l'OFcom, équivalent du CSA français<sup>66</sup>, qui s'est vu doté d'une capacité à détecter les fausses informations susceptibles de le déstabiliser politiquement. L'OFCom peut en outre lancer des enquêtes sur des médias étrangers présents en Grande-Bretagne, considérés comme susceptibles de faire acte de subversion. Le CSA anglais a donc un pouvoir de surveillance et de « *fact checking*<sup>67</sup> » vis-à-vis des informations émanant de puissances étrangères et circulant sur les canaux audiovisuels et sur internet, qui va bien au-delà des missions du CSA français.

Cette mission régaliennne de surveillance de la couche sémantique, afin de repérer toute tentative étrangère d'ingérence et de lutte informationnelle (spécialement émanant de la Russie, la Chine...) contre les puissances occidentales, déplace le champ de bataille de la suprématie informationnelle dans le « monde réel » vers des stratégies de *smart-power* dans le cyberspace.

En effet, pour Joseph Nye dans son dernier ouvrage : « *The future of power* », où le cyberspace est décrit comme l'un des principaux vecteurs du *smart power* des Etats. Aussi, le *smart power* se définit comme « *une approche qui souligne la nécessité d'une armée forte, mais aussi d'alliances, de partenariats et d'institutions à tous les niveaux pour étendre*<sup>68</sup>», autrement, dit-il, c'est une « *une synthèse entre la contrainte (hard power) et l'incitation par l'exemple (soft power)* »<sup>69</sup>. Pour la préfète Claude Revel, « *la force du smart power – et en premier lieu de l'influence – c'est de parler à l'esprit, aux sens, à l'imaginaire, à l'intelligence, que ce soit sur un mode rationnel et cartésien, ou sur un mode faisant appel aux émotions. La perception du discours et de l'image est un paramètre-clé des relations internationales. Celui qui donne le ton, le tempo, qui dit ce qu'il convient de penser ou de faire, celui-là détient le vrai pouvoir.*<sup>70</sup> ».

Aussi, aujourd'hui les puissances développent des stratégies complémentaires qui s'auto alimentent dans le cyberspace :

- Au sujet du cyber soft power :
  - Sur la couche sémantique, les Etats tentent à la fois d'influer par le discours et l'image, tout en tentant d'empêcher toute tentative d'influence voire d'ingérence informationnelle ou de subversion étrangère.
  - Toujours sur la couche sémantique, Lors du dernier Forum pour la gouvernance d'Internet, Certains chefs d'Etat occidentaux, Emmanuel Macron en tête de liste, ont évoqué le souhait que les pratiques de l'hygiène informatique dévolues à la protection de la couche logicielle, soient déclinées dans la couche sémantique afin

---

<sup>66</sup> À la grande différence que l'OFCOM entend par régulation de l'audiovisuel, les images et audios aussi contenus sur le Web.

<sup>67</sup> Selon François Logée, le *fact checking* se définit à l'origine comme : « une pratique journalistique qui consiste à contrôler l'exactitude des informations ou la cohérence des propos délivrés par les hommes politiques ». Le site Décodex, quant à lui, parle de « vérification des informations qui circulent sur Internet et (dénicher) les rumeurs, exagérations ou déformations. »

<sup>68</sup> Définition du Center for Strategic and International Studies.

<sup>69</sup> JB, Le smart power et l'Europe, Infoguerre.fr, 2009.

<sup>70</sup> FIORINA Jean-François, REVEL Claude, Opus Cit.

de garantir « l'hygiène démocratique du statut de l'information ». <sup>71</sup> Les contenus rédactionnels doivent être sûrs et nettoyés de toute tentatives de manipulation et autres *fake news*, venus de l'extérieur et de l'intérieur. C'est un nouveau concept de sûreté de l'information qui se dessine. L'information publique doit être garantie intègre et conforme aux valeurs des Etats démocratiques. Le Royaume-Uni a sa propre déclinaison territoriale du forum : *The UK Internet Governance forum*. L'Etat considère qu'il a un rôle à jouer dans la gouvernance et la sécurisation de l'internet mondial. C'est pourquoi son service de renseignement électronique a aussi été doté d'une mission de protection contre les ingérences informationnelles, démontrant ainsi que le Pays fût un des précurseurs dans la prise de conscience, que la couche sémantique était un enjeu de puissance.

- Le développement de la *Cyber Threat Intelligence* stratégique, partagé entre public et privé, est aussi un moyen d'agir tridimensionnellement dans l'espace cyber. C'est l'ambition du GCHQ avec la création du *National Cyber Security Center* lui permettant l'émergence d'un écosystème autour de lui et permettant la surveillance par le public et le privé.
- En termes de hard power :
- Depuis des décennies, sur les couches matérielles et logiques, les entreprises anglophones alimentent une course pour le monopole des infrastructures et des réseaux cyber, en témoigne l'hégémonie d'Apple et de Microsoft pour les plus connues d'entre elles.
  - En outre, les Etats-Unis et le Royaume-Uni montrent une certaine agressivité dans la conservation de leur oligopole sur les câbles sous-marins que ce soit sur les aspects de puissances publiques (écoute du trafic passant sur les câbles, programme TEMPORA, obligation d'héberger ses données aux Etats-Unis, dépendance des États reliés par câbles sous-marin à ces deux puissances), que sur les aspects entrepreneuriaux (pose et entretien de câbles non plus par les fournisseurs d'accès à Internet mais par les GAFAM, leur permettant à eux cinq de maîtriser les trois couches du cyberspace).
  - Enfin, si depuis quelques années les Etats se sont dotés de véritables régiments de cyber-combattants et de stratégies de « lutte informatique défensive » <sup>72</sup>, les grandes puissances se sont emparées du sujet de la cyberguerre, et ont développé des stratégies de « lutte informatique offensive » <sup>73</sup>, véritable doctrine d'emploi de l'arme cyber militarisant de ce fait le cybermonde.

Ce concept de *cyber smart power* pose lui aussi la question de savoir si l'on peut maîtriser le cybermonde ? Est-ce que la maîtrise des couches logiques et matérielles par les Etats et leurs acteurs économiques est un préalable à cette suprématie informationnelle dans le cyberspace ? Ou à contrario les dominations sur les différentes couches n'ont-elles rien à voir ? Dans ce cas, pourquoi le Royaume-Uni associé aux Etats-Unis dispose d'une stratégie d'hégémonie sur le marché public de l'information (réseaux sociaux, médias et missions publiques et privées de sûreté de l'information) et privé (formation et MOOC en ligne), et sur les couches matérielles et logiques (Apple, Microsoft, courses aux câbles sous-marins et extra-territorialité des data centers) ?

---

<sup>71</sup> Cette expression fut employée à plusieurs reprises dans les discours du Président Français, lors du forum et dernièrement lors de l'assemblée des Maires, réunis pour le Grand Débat le 18 janvier 2019 à Souillac.

<sup>72</sup> DICOD, La cyberdéfense : enjeu majeur pour le ministère, DICOD, 17 octobre 2010 ;

<sup>73</sup> Ibid.

Selon Loïc Damilaville, Directeur Général Adjoint de l'AFNIC<sup>74</sup>, l'émergence de ce nouveau monde sans frontières a pour enjeu majeur : « *la gouvernance d'Internet (qui) est de savoir si l'on veut que le réseau des réseaux soit utilisé comme un instrument exceptionnel de partage des connaissances, ou comme une arme géopolitique détenue par une superpuissance qui n'envisage guère d'en partager le contrôle, se réservant le droit de maintenir ou de renvoyer ses adversaires dans l'âge pré-Internet ; c'est-à-dire la préhistoire de la Société de l'Information.*<sup>75</sup> »

*Les missions de sûreté de l'information britannique au service de la défense de la suprématie informationnelle*

Christopher Lee définit dans *This Sceptred Isle*, la « *propagande de guerre comme ce que l'on cherche à vaincre et ce que l'on cherche à préserver et à créer*<sup>76</sup> ». Renée Dickason identifiant « *les procédés de la propagande que sont la déformation ou l'exagération des faits, le gommage des nuances, la dissimulation, la diffusion de fausses nouvelles* ». En effet, pour l'historien Bruce Cumings<sup>77</sup> « *réaliser un film d'histoire pour la télévision est devenu, dit-il, une sorte de guerre : une guerre d'interprétation, une guerre d'accès et d'accessibilité aux divers points de vue des belligérants, une guerre de choix éditorial et de discours, enfin, une guerre de diffusion et de réception du film*<sup>78</sup>. »

Au XXI<sup>ème</sup> siècle, la propagande, l'ingérence informationnelle, et le *fact checking* des institutionnels anglais concourent à formaliser une guerre de l'information entre les puissances tels que la Russie et le Royaume Uni, qui s'affrontent ouvertement depuis quelques années. Guerre de l'information qui se prépare sur la couche logique et se déploie sur la couche sémantique du cyberspace. Pourtant les anglophones – au premier desquels Américains et Britanniques - ont depuis longtemps des stratégies de monopole et de suprématie sur les contenus informationnels et leurs supports.

## **7. Du ministère de l'information au GCHQ**

*Le ministère de l'information britannique*

Avant tout chose, il convient de rappeler que la propagande se définit comme « *l'ensemble des techniques mises en œuvre pour influencer ou persuader les masses ou l'opinion publique* »<sup>79</sup>, et que secondement si celle-ci est tolérée en tant de guerre, elle ne l'est plus en temps de paix. La propagande et l'information se confondant en temps de guerre<sup>80</sup>.

Créé le 4 septembre 1939, au lendemain de la déclaration de guerre de la Grande-Bretagne, le ministère de l'information fût instauré officiellement. Il était en charge de la publicité et de la propagande. Il avait un triple rôle de censure des nouvelles et de la presse, de la publicité à l'intérieur des frontières, et de la publicité à l'étranger dans les pays alliés et neutres. Il avait aussi une mission de renseignement sur le moral des anglais, afin de mieux orienter le type

---

<sup>74</sup> Association Française pour le Nomme Internet en Coopération

<sup>75</sup> GEOLINKS, le cybermonde, GEOLINKS.

<sup>76</sup> DICKASON Renée, « La BBC, imperméable à la propagande ? De la guerre des Malouines aux guerres du Moyen-Orient », Dans Vingtième Siècle. Revue d'histoire 2003/4, n°80, p.71

<sup>77</sup> Ibid, p.73

<sup>78</sup> CUMINGS Bruce, *War and Television*, Londres, Verso, 1992, p. 3.

<sup>79</sup> QUSSARD Maud, La diplomatie publique américaine et la désinformation russe : un retour des guerres de l'information ? IRSEM, 30 avril 2018.

<sup>80</sup> CREMIEUX-BRILHAC Jean-Louis. Information, propagande et opinion publique durant la deuxième Guerre mondiale. Réflexions en guise de conclusions. In Mélanges de l'Ecole française de Rome. Italie et Méditerranée, tome 108, n°1. 1996. pp. 147-154.



d'informations à leur délivrer.

La réactivation du ministère est pensée dès 1935 via le *Committee of Imperial Defence*, car le gouvernement britannique admettait l'éventualité d'une guerre européenne imminente. Dès cette date, les Anglais ont pressenti que la guerre serait "*une guerre des nerfs*", la victoire se jouant aussi au sein des esprits et des cœurs. Il est vrai que les Anglais et les Américains furent à la création du concept de guerre psychologique et politique vis-à-vis de leurs ennemis, leurs populations et les populations des ennemis.

A la fin de la guerre, le ministère de l'Information est dissous car trop marqué propagande, notamment par la presse anglaise qui contestait son existence. Néanmoins, ces missions furent transférées à l'Office central de l'information (*Central Office of Information - COI*), "une organisation centrale fournissant des services d'information communs et spécialisés", selon les Archives Nationales Britanniques. Le *Central Office of Information* perdurera jusqu'en 2012. Il était officiellement "le ministère gouvernemental responsable de fournir des services de marketing et de publicité officielles à d'autres organisations du secteur public."<sup>81</sup>. La collection des productions du COI, actuellement présentée aux Archives nationales témoigne ce que l'Etat britannique voulait que ses citoyens pensent ou sachent sur des questions d'actualité. Les contenus rédactionnels et audiovisuels ont été édités pour influencer pendant 66 ans la vie et le comportement en Grande-Bretagne et dans le Commonwealth.

Selon, Patrick Troude-Chastenet : "*Le phénomène des fake news a commencé à polariser l'attention des observateurs en 2016 dans le cadre de la campagne référendaire au Royaume-Uni portant sur le Brexit et lors de l'élection présidentielle aux États-Unis. La combinaison d'informations trompeuses et de prétendus faits alternatifs nous a-t-elle fait basculer dans une nouvelle ère de la post-vérité ? Si cette situation n'est pas totalement inédite et rappelle opportunément que la propagande ne se conjugue ni au passé, ni exclusivement au-delà de nos frontières elle comporte sa part de spécificité. Peut-on se contenter pour autant d'y voir la permanence de la bonne Vieille propagande, et de la poursuite du bidonnage sous d'autres moyens, derrière le masque informatisé des nouvelles formes d'intox ?*"<sup>82</sup> Aussi à l'ère de la post-vérité dans le cyberspace, les puissances se sont-elles dotées de nouveaux mécanismes de propagande permettant à la fois la surveillance de l'information étrangère, la détection de tentative d'ingérence et la contre-offensive informationnelle envers leurs adversaires ? En étudiant les leaks au sujet du GCHQ et du JETRIG – avec tout le discernement dont il faut faire preuve quant aux objectifs que recouvrent ces dévoilements de secret – on peut se demander si une partie des missions du ministère de l'information n'ont pas été transférées aux services britanniques.

*Le Government Communications Headquarters (GCHQ) où le retour des missions du ministère de l'information dans la couche sémantique du cyber ?*

C'est à la lumière des révélations d'Edward Snowden, de l'affaire Wikileaks et de la divulgation de documents classifiés de la NSA que l'existence du Joint Threat Research Intelligence Group (JTRIG), au sein du GCHQ - l'agence de renseignement cyber britannique - fut rendu publique. Les missions du JTRIG sont de deux ordres :

- Les missions relatives aux contenus informationnels et à la couche sémantique du

---

<sup>81</sup> Central office Communication, Gov.uk, Archives, date indisponible.

<sup>82</sup> TROUDE-CHASTENET Patrick, « Fake news et post-vérité. De l'extension de la propagande au Royaume-Uni, aux États-Unis et en France », Quaderni, 96 | 2018, 87-101.

cyberespace

- Afin de révéler les tentatives d'ingérence informationnelle étrangère (infox, bots et trolls...)
- Selon les leaks d'Edward Snowden le JTRIG aurait des missions bien plus offensives mettant en œuvre le défacement ou le sabotage de sites d'ennemis étatiques, ainsi que des "Online Covert Action, (« Action de couverture en ligne ») utilisent l'envoi massif de messages pour référencer des récits en faveur des britanniques sur les réseaux sociaux<sup>83</sup>.
- Les missions relatives à la couche matérielle et logique du cyberespace. Dans ces deux couches du cyber, le JTRIG conserve des opérations de lutte informatique défensive et de lutte informatique offensive.

Ainsi, dans la couche sémantique, le JTRIG est en charge à la fois de la protection de l'espace informationnelle britannique et se doit démanteler toute forme d'ingérence informationnelle étrangère.

C'est pourquoi, on a pu entendre que le directeur du GCHQ avait affirmé l'implication russe lors du vote du référendum du Brexit. Il accusait en effet Moscou d'avoir attaqué des médias ainsi que les secteurs des télécommunications britannique.<sup>84</sup> Theresa May elle-même accusant Moscou d'interférence, parlant même de campagne de désordre « [La Russie cherche à] *armer l'information. En déployant ses organisations de médias soutenus par l'Etat pour instiller des fausses informations et modifier des photographies dans le but de semer la discorde à l'Occident et de diminuer l'influence de nos institutions* ». « *J'ai un message très simple pour la Russie, avait ajouté Theresa May. Nous savons ce que vous faites. Et vous n'y arriverez pas. Parce que vous sous-estimez la résilience de nos démocraties, l'attraction qui perdure pour des sociétés libres et ouvertes et l'engagement des nations occidentales dans les alliances qui les lient entre elles(...). La Russie cherche à armer l'information. En déployant ses organisations de médias soutenus par l'Etat pour instiller des fausses informations et modifier des photographies dans le but de semer la discorde à l'Occident et de diminuer l'influence de nos institutions* »<sup>85</sup>

En retour et toujours dans cette couche sémantique et selon l'affaire Snowden, le JTRIG se réserverait le droit d'user de techniques de propagande (Les "Online Covert Action" qui utilisent l'envoi massif de messages sur les réseaux sociaux et plateforme d'édition de contenu numérique tel que YouTube, Flickr...). D'après Wikileaks<sup>86</sup>, *"le JTRIG utiliserait la technique de « sales ruses » (dirty tricks) pour « détruire, démentir, dégrader et perturber » des ennemis en les « discréditant », en les désinformant sur le plan des contenus rédactionnels et en interrompant leurs communications"*. La sphère d'activité du JTRIG dépassant la sphère militaire pour aller rejoindre les missions de police du web et de rétablissement de la suprématie informationnelle dans l'espace cyber anglais.

---

<sup>83</sup> BALL James, GCHQ has tools to manipulate online information, leaked documents show, 14 juillet 2014  
The Guardian est l'un des premiers journaux à relayé les leaks d'Edward Snowden, dont La typologie et la quantité des renseignements collectés par les services secrets américains et britanniques, comme les programmes PRISM, Xkeyscore, le programme TEMPORA, ainsi que les pratiques de PsyOps, de guerre informationnelle sur les réseaux sociaux...

<sup>84</sup> DELESALLE-STOLPER Sonia, Brexit : la Russie aussi y a mis le doigt, révèlent les grandes oreilles britanniques, Libération, 15 novembre 2017.

<sup>85</sup> 13 novembre 2017, Discours officiel de la City.

<sup>86</sup> WIKILEAKS, UK/CT/CYBER- GCHQ to offer British firms expertise in cybercrime, WIKILEAKS, 28 novembre 2011.

## *Les affrontements informationnels de la Grande-Bretagne, une opposition régulière avec la Russie*

Comme nous venons de le constater, le Royaume-Uni n'hésite pas à qualifier ses ennemis dans la couche informationnelle du cybermonde et tout particulièrement la Russie. Les affaires Skrypal et le Brexit ont même donné lieu à un vrai affrontement informationnel par médias interposés sur le sol britannique.

Selon une étude de l'université d'Edimbourg qui a comptabilisé environ 400 comptes sur Twitter comme émanant de l'IRA, « *l'agence russe de trolling* », et qui avaient tweeté en masse en faveur du Brexit au moment du vote populaire, une semaine avant 23 juin 2016. En plus des 400 bots sur twitter, le Times a aussi compté 156 000 comptes basés en Russie, qui taguaient automatiquement l'hashtag *#Brexit* dans leurs tweets et retweetaient tout aussi automatiquement les autres tweets avec hashtag, cela dans les jours précédant le vote. Néanmoins tout comme dans l'affaire Cambridge Analytica<sup>87</sup> (affaire qui nous rappelle qu'il ne faut pas oublier que les tentatives d'influences sur les réseaux sociaux, les *bots* et les *trolls* sont réservés aux puissances étrangères), les conséquences et les relations de cause à effet entre le résultat du vote et les tentatives d'ingérence russe reste à démontrer.

En retour, la Russie s'estime victime d'une guerre de l'information occidentale orchestrée par les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Quand l'Europe de l'Ouest et les Etats-Unis perçoivent une domination des Russes dans la couche sémantique du cyberspace, les Russes perçoivent une hégémonie occidentale dans le champ informationnel visant à décrédibiliser Moscou dans sa zone d'influence régionale. C'est à ce titre que la Russie justifie le déploiement d'une doctrine de guerre informationnelle défensive basée sur la domination du champ sémantique.

L'affaire Skripal fut le paroxysme de l'affrontement des deux puissances sur la place publique mondiale. Les deux Etats s'accusant mutuellement de faire de la lutte informationnelle.

Les représailles se sont multipliées, de l'expulsion de diplomates aux sanctions diplomatiques et économiques des deux côtés. Le daily mail révélait le 4 mars 2018 que des responsables britanniques ont enquêté sur 2800 bots qui " semaient la confusion " après l'attaque de l'agent neurotoxique de Salisbury auraient atteint 7,5 millions d'internautes. Cette campagne aura selon le journal, commencé avant que le premier ministre annonce que la Russie était derrière l'attaque. Les médias russes, le RT Britannique en tête, ont relayé de fausses informations pour justifier de l'État de santé du père et de sa fille : la russophobie et un coup monté pour justifier les sanctions, une tentative d'influencer les élections russes, une toxine de l'OTAN... L'Ofcom a ouvert plusieurs enquêtes concernant RT, pour impartialité dans le traitement de l'affaire, voire ingérence. L'Ofcom n'a donc pas hésité à dénoncé et sanctionné RT. A titre de comparaison c'est un rôle politique sur la scène que n'exerce pas le CSA français. En retour la Russie – par Roskomnadzor, l'autorité de régulation de l'Etat russe - a annoncé passer au crible les publications de la BBC world, au sujet notamment de la couverture que faisait le média sur la Syrie. La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova a accusé la Grande-Bretagne « *d'ingérence grossière dans les activités des médias russes (propagande constante contre la chaîne de télévision RT, tentatives de discréditer nos journalistes, etc.)* ».

---

<sup>87</sup> Difficile d'établir un lien de cause à effet direct entre le résultat du Brexit et les tentatives d'influence exercée par Cambridge Analytica sur les électeurs britanniques utilisateurs de Facebook. Néanmoins, faisant suite à cette affaire l'Union Européenne a appliqué le principe de précaution. En effet, le Parlement européen – à l'initiative des eurodéputés britanniques anti-Brexit – a adopté le 25 octobre 2018, une résolution sur « *l'interdiction du profilage pour des raisons politiques* », mais aussi l'interdiction du « *profilage basé sur le comportement en ligne qui peut révéler une orientation politique, par exemple les interactions avec du contenu politique* ».

*Cette interférence ne laisse pas d'autre choix qu'une réponse miroir »<sup>88</sup>.*

### *Les partenariats publics privés informels au service de la suprématie informationnelle transatlantique*

Rappelons que le concept de suprématie informationnelle se définit comme « *une emprise sur ses alliés ou ses adversaires en les rendant dépendants, assujettis ou soumis à un processus de domination cognitive* ». La guerre de l'information quant à elle se conçoit comme « *Toute activité destinée à acquérir données et connaissances (et à en priver l'adversaire) dans une finalité stratégique, soit en s'attaquant à ses systèmes (vecteurs et moyens de traitement de l'information), soit en jouant sur le contenu, en visant une domination informationnelle. Sous son aspect offensif: toute opération recourant à la rumeur, à la propagande, à un virus informatique qui corrompt ou détourne le flux des informations ou données d'un adversaire qu'il soit un État, une armée, une entité politique ou économique...* »<sup>89</sup>. Aussi, « *la part informationnelle occupe une place centrale « puisque [...] le principal champ de bataille est la conscience, la perception et les calculs stratégiques de l'adversaire. Le but est d'acquérir la « supériorité informationnelle »*<sup>90</sup>. Dans ce cadre, la sûreté de l'information revêt une double acception :

- Une dimension sûreté du contenant de l'information, soit le médium sur lequel circule cette information. Autrement dit, la sûreté des couches matérielles et physiques, mais aussi le respect des trois principes de la cybersécurité aussi l'intégrité, la confidentialité, la disponibilité des données. Cette dimension est une dimension objective qui peut donc se quantifier et se matérialiser.
- Une dimension sûreté du contenu, soit que l'information véhiculée soit factuelle, vérifiable mais surtout non subversive. C'est la nouvelle acception défendue par les puissances, qu'elles soient occidentales (rappelons le débat sur la loi française anti-*infox*, où les missions du GCHQ ou de la NSA) ou russes ou chinoises. Chacun ayant sa propre définition de l'information factuelle et vraie...

### *La stratégie conjointe des Etats-Unis et du Royaume-Uni : Maîtriser les trois couches du cyberspace pour s'assurer une suprématie informationnelle*

Les Etats-Unis sont les acteurs dominants à l'origine du cybermonde<sup>91</sup>, puisqu'ils en sont les créateurs. Si l'on remonte à la racine, à l'origine des trois couches, on trouve des universités ( et des start up couvées dans ces universités avant de devenir un des géants du net) et l'armée américaine possédant les brevets des matériels, des logiciels, et des plateformes qui composent l'infrastructure de l'internet d'aujourd'hui. Les Etats-Unis gardent un certain contrôle matériel d'internet. D'autant qu'il n'y a pas que le secteur public qui soit un acteur dominant multicouche. La superpuissance a mis en œuvre un véritable écosystème partenarial avec ses entreprises public-privés, notamment avec les GAFAM grands producteurs et propriétaires des datas mondiales. Et si celles-ci ne jouent pas le jeu du partenariat avec l'Etat, l'administration fédérale a mis en œuvre tout un arsenal juridique

<sup>88</sup> Ofcom RT ruling: Russia to check BBC News in response, BBC News, 21 décembre 2018.

<sup>89</sup>Ecole de Guerre économique, Glossaire, Infoguerre.fr.

<sup>90</sup> Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères) et de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM, ministère des Armées). Les manipulations de l'information, un défi pour nos démocraties.

<sup>91</sup>HUYGHUES FB, KEMPF O, MAZZUCCHI N, « Gagner les cyberconflits au-delà de la technique », Paris, Economica, 2015.

extraterritoriale leur permettant de rentrer dans le rang. Leur droit extraterritorial est un véritable vecteur d'influence dans le cyberspace. C'est cette présence tridimensionnelle qui nourrit l'oligopole informationnel des États-Unis.

Aussi, il est tentant de se poser la question suivante : faut-il avoir la mainmise sur les trois couches pour s'assurer d'une suprématie informationnelle dans le cyberspace ? Dans ce cas, peut-on considérer que c'est en créant le cybermonde qu'on s'assure de cette hégémonie ? N'existe-t-il pas d'autres modèles de suprématie informationnelle pouvant affronter la puissance américaine ?

En effet, revenons sur le terme oligopole informationnel des États-Unis, parce que d'une part, il semblerait qu'historiquement les États-Unis se nourrissent d'un partenariat avec les britanniques en termes de surveillance des infrastructures du cyber mais aussi de surveillance de la couche sémantique (Certains parlant d'une domination américaine sur les britanniques à tel point qu'il s'interroge « *sur la capacité résiduelle d'autonomie stratégique de l'acteur britannique* »<sup>92</sup>). Surveiller étant la première étape conduisant à l'influence puis à la suprématie informationnelle dans le cyberspace). Oligopole, parce que l'alliance transatlantique est concurrencée tant sur les trois couches par la puissance chinoise, que sur l'unique couche sémantique par les Russes. La Chine a su développer contre-système du cybermonde, qui duplique et verrouille l'accès au cyberspace chinois. Les chinois grâce à leur stratégie du « copier-développer-améliorer », ont su développer du matériel et des logiciels chinois. Ils ont aussi dupliqué les GAFAM, grâce aux BATX. Les chinois contrôlent l'espace sémantique, grâce à son contrôle permanent des individus, et son incitation à la cyber délation en cas de critique du parti ou du système. Quant à la Russie, elle ne s'est investie que sur la couche sémantique, qu'elle maîtrise très bien comme un élément de relations internationales et de diplomatie. En effet, à la différence des États-Unis et de la Chine, la Russie n'a pas de grands acteurs qui lui permettent de développer ses couches matérielles et logiques, ils investissent dès lors la couche sémantique.

Aussi c'est la présence de ces quatre acteurs dans le cyberspace qui donne à qualifier la présence américano-britannique d'oligopole informationnel dans le cybermonde.

#### *La surveillance de la couche sémantique par la NSA et du CGHQ, un accord public-privé transatlantique de la surveillance mondiale des données : première étape vers la suprématie informationnelle transatlantique*

Les leaks de Snowden révélés en 2012, notamment par Wikileaks et the Guardian ont mis la lumière sur le partenariat entre les deux agences. Le programme PRISM permettrait ainsi à celles-ci d'aspirer les données présentes sur les plateformes des réseaux sociaux et transitant par les fournisseurs internet américains et anglais. Fondée sur une alliance datant des années 70 avec 100 entreprises les "plus sûres des États-Unis", le programme permet aujourd'hui aux deux entités d'avoir accès aux données hébergées par les géants américains. Aujourd'hui cette mainmise sur les données est géographiquement étendue grâce au Cloud Act et au Investigatory Powers Act de 2016.

Les GAFAM, les fournisseurs d'accès à internet et à la téléphonie des fives eyes, selon Julian Assange participeraient elles aussi à ce partenariat public-privé du renseignement mondial<sup>93</sup>. A cela s'ajoute que le modèle économique des GAFAM est basé sur la diffusion de masse des informations et notamment des informations d'influences qu'elles soient « *fake news ou non, car c'est cette typologie d'informations qui se diffusent le plus rapidement, le plus massivement*

<sup>92</sup>HUYGHE François-Bernard, « Le système NSA n°2 », Hughes.fr, 3 janvier 2014.

<sup>93</sup>Ramonet I, Chomsky N, Assange Julian, *L'Empire de la surveillance*, Paris, édition Galilée, 2015.

*et qui engendre du flux économique pour les plateformes de réseaux sociaux. En effet pour Patrick Troude-Chastenet, dans « Fake news et post-vérité. De l'extension de la propagande au Royaume-Uni, aux États-Unis et en France » : Pour fonctionner, le modèle économique des fake news a besoin des grandes plateformes d'intermédiation telle que les moteurs de recherche (Google), les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, etc.) et les réseaux de publicité tels que Google Ads. Pour une large part, les GAFAM sont donc sinon politiquement complices mais pour le moins économiquement solidaire de l'industrie des fake news car, en définitive, ils en sont les principaux bénéficiaires. L'espace public numérique est dominé par « des dynamiques de circulation de l'information favorisant les contenus sensationnalistes, factuellement établis ou non, qui attirent les clics ». Il s'agit donc à la fois d'un modèle économique et d'un modèle de surveillance généralisée qui participent à la construction de la suprématie informationnelle américaine, à laquelle collabore et/ou se soumettent les britanniques.*

#### **8. La course aux câbles sous-marins participent-elles elle aussi à l'instauration d'une suprématie informationnelle transatlantique dans le cyberspace ?**

Aujourd'hui 99% du flux d'information mondiale transite par les 440 câbles sous-marins<sup>94</sup>. Le premier axe en termes de volume d'échanges de données reliant les États-Unis et l'Europe. Historiquement, la France et le Royaume-Uni ont la primauté des constructions des câbles sous-marins reliant le Cap Gris-Nez et Southerland en 1851, puis reliant la Grande-Bretagne à l'Irlande, la Belgique et le Pays-Bas. A partir des années 1870, la Grande-Bretagne se préoccupera de relier par câbles télégraphiques ses territoires appartenant au Commonwealth (Inde, Australie, Canada, Hong-Kong...). Le Royaume-Uni fut longtemps une des grandes puissances du câble sous-marins, tant en termes de nombres, de distance de connexion que de savoir-faire en ingénierie.

Aujourd'hui les intérêts des câbles sous-marins sont avant tout stratégiques en termes de domination des relations internationales : ils sont à la fois une possibilité de sanction d'un État vers un autre État, ou de négociation mais aussi une possibilité de collecte et de diffusion de la donnée et de l'informations stratégiques. La surveillance et le contrôle des câbles-sous-marins peuvent être intéressante à qui veut asseoir une suprématie informationnelle.

Les États-Unis et la Grande-Bretagne semblent élaborer une stratégie conjointe pour garder une avance sur ses câbles, tant en termes de pose, que de surveillance pour bloquer toute concurrence. Les États-Unis ont aujourd'hui une force de frappe financière, ces grandes entreprises ont la capacité à commander la pose de câble. On remarque d'ailleurs un transfère dans cette hégémonie, où il y a encore quelques années c'était les fournisseurs de connexions qui commandaient la pose de câble, aujourd'hui ce sont directement les GAFAM. Microsoft, Facebook, Google sont à l'origine de la pose de plusieurs câbles. Ces géants du net déjà propriétaires de la donnée peuvent en outre choisir la destination de celle-ci. De tel plutôt que tel pays sera connecté à l'un des serveurs GAFAM. On peut imaginer dans un avenir pas si lointain qu'à la demande d'une agence de renseignement américaine ou britannique, que Facebook ou Google puissent interrompre, écouter ou filtrer les informations transitant par ces câbles, notamment lorsqu'un continent entier comme l'Afrique est relayé par un seul câble.

En effet, Les États-Unis et le Royaume-Uni ont la capacité d'accès à un quart des échanges transatlantiques et Européens, et peuvent interdire à l'ensouillage de câbles qu'ils n'ont pas la possibilité de contrôler dans l'Atlantique comme dans le Pacifique. En effet, une loi interdit

---

<sup>94</sup>Cols Bleus, « Les câbles sous-marins enjeux stratégiques majeurs », Cols Bleus, 7 janvier 2019.

les propriétaires de câbles de se connecter à l'un des deux pays, s'ils ne sont pas d'ores-et-déjà présents géographiquement – par au moins leurs serveurs – dans le pays<sup>95</sup>.

Ajouté à cela le programme TEMPORA révélé lui aussi par Wikileaks et The Guardian, qui permet aux britanniques la surveillance du trafic à une plus grande échelle que le programme PRISM. Le CGHQ écouterait (et transmettraient aux Etats-Unis) la moitié des câbles sous-marins représentant 25% du trafic mondial grâce à une loi britannique qui force ses entreprises à installer les sondes<sup>96</sup>. En effet, par le passé possèdent une très grande partie des câbles mondiaux (plus d'une cinquantaine). Le programme Tempora fonctionne par partenariat forcé avec sept compagnies, British Telecom, Vodafone Cable, Verizon Business, Global Rossini, Level 3, Viatel et Interoute qui sont censés laisser les autorités britanniques écouter. Tempora et PRISM sont révélateur de la coopération plus ou moins volontaire des grandes sociétés mondiales avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni<sup>97</sup>.

C'est ce qui fait craindre aux Ministères des Armées et de l'Europe et des Affaires étrangères français, un basculement de la guerre de l'information (et donc in fine vers une suprématie informationnelle) vers la cinétisation des câbles sous-marins, autrement dire vers la maîtrise des couches matérielles et logiques du cyberspace via la maîtrise (ou le sabotage) des câbles sous-marins, alors qu'aujourd'hui la guerre de l'information se focalise sur la couche sémantique. Il est néanmoins intéressant de noter que les ministères français pensent en premier lieu à une cinétisation russe plutôt qu'étasunienne ou britannique<sup>98</sup>.

Pour conclure, les anglais ont su se doter de services de renseignement cyber (de compétences dévolues anciennement au ministère de l'information), dès le moment où ils ont saisi la nécessité de protéger leur couche sémantique des velléités de la Russie. Cette réaction fait notamment suite aux événements concernant le Brexit et l'affaire Skripal, ou via cet affrontement ouvert avec la Russie, le récit national anglais a été remis en question. Parallèlement, leur partenariat avec les Etats-Unis semble peser suffisamment pour que celui-ci empêche en partie, le développement d'une véritable suprématie informationnelle britannique. Ce partenariat fait du Royaume-Uni, en dépit de lui-même, une porte d'entrée des Etats-Unis en Europe, du fait de la prédominance britannique dans le monde scientifique et médiatique européen.

A l'inverse, la Chine semble s'ériger comme un adversaire redoutable à la suprématie informationnelle américaine. Bien que la Chine n'ait pas le rayonnement scientifique et médiatique du Royaume Uni, l'Empire du Milieu puise dans la force de son patrimoine culturel et de son héritage communiste pour freiner l'hégémonie américaine au niveau mondial. Ainsi, si les Etats-Unis ont su imposer leur modèle informationnel sur une grande partie de l'Occident voire du monde, la Chine a su développer son propre modèle alternatif en tant que puissance du Sud et non colonisatrice, à l'inverse des puissances occidentales.

---

<sup>95</sup>« Les câbles sous-marins, clé de voûte de la cybersurveillance », archives sur le monde.fr, 6 septembre 2013, consulté le 10 mai 2019.

<sup>96</sup> « Operation Tempora : comment les Britanniques dépassent les Américains pour espionner Internet », L'express expansion, 22 juin 2013.

<sup>97</sup>BOWCOTT Owen, GCHQ data collection regime violated human rights, court rules, The Guardian, 13 septembre 2018.

<sup>98</sup>J.-B. Jeangène Vilmer, A. Escorcía, M. Guillaume, J. Herrera, « Les Manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties », Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) du ministère des Armées, Paris, août 2018.